



Deuxième trimestre de 2019

Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2019

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net
3,2 milliards de dollars
Croissance diversifiée du résultat

Bénéfice dilué par action
2,20 \$
Solide croissance de 7 % d'un exercice à l'autre

RCP⁽¹⁾
17,5 %
Déploiement équilibré des capitaux

Ratio CET1
11,8 %
Excellent ratio de fonds propres

TORONTO, le 23 mai 2019 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 230 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2019, en hausse de 170 millions ou 6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, avec une solide croissance du bénéfice dilué par action de 7 %. Ces résultats reflètent la forte croissance des bénéfices des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, lesquels ont été neutralisés en partie par la baisse du bénéfice des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Assurances. Les résultats du trimestre reflètent aussi les investissements continus dans les ressources humaines, le numérique et les initiatives technologiques.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net est en hausse de 58 millions de dollars par suite de l'augmentation du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par la baisse du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion du patrimoine, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie. Les résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine se sont ressentis du nombre inférieur de jours (trois) pendant le trimestre.

Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 1 p.b. par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 29 p.b. en raison de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux dans quelques comptes du portefeuille de prêts commerciaux des Services bancaires canadiens. Ce facteur a été atténué par la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit dans le secteur Marchés des Capitaux, dotation qui était plus élevée au trimestre précédent en raison d'un compte du secteur des services publics. Notre position de capital demeure solide, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 11,8 %, en hausse de 40 p.b. par rapport au trimestre précédent en raison surtout des excellents capitaux autogénérés.

« La croissance soutenue de notre bénéfice témoigne de la force de notre modèle d'affaires diversifié et de notre stratégie de transformation de la banque pour créer plus de valeur pour les clients. Nous continuons d'effectuer des investissements stratégiques afin de stimuler la croissance à long terme pour les actionnaires en poursuivant un objectif clair : contribuer à la réussite des clients et à la prospérité des collectivités. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

T2 2019
par rapport au
T2 2018

- Bénéfice net de 3 230 millions de dollars ↑ 6 %
- Bénéfice dilué par action de 2,20 \$ ↑ 7 %
- RCP⁽¹⁾ de 17,5 % ↓ 60 p.b.
- Ratio CET1 de 11,8 % ↑ 90 p.b.

T2 2019
par rapport au
T1 2019

- Bénéfice net de 3 230 millions de dollars ↑ 2 %
- Bénéfice dilué par action de 2,20 \$ ↑ 2 %
- RCP⁽¹⁾ de 17,5 % ↑ 80 p.b.
- Ratio CET1 de 11,8 % ↑ 40 p.b.

Cumul annuel 2019
par rapport au
cumul annuel 2018

- Bénéfice net de 6 402 millions de dollars ↑ 5 %
- Bénéfice dilué par action de 4,34 \$ ↑ 7 %
- RCP⁽¹⁾ de 17,1 % ↓ 60 p.b.

(1) Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP). Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre				
2	Rapport de gestion	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	53	Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	18	Gestion de patrimoine	54	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Vue d'ensemble et perspectives	20	Assurances	54	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	À propos de la Banque Royale du Canada	21	Services aux investisseurs et de trésorerie	54	Changements de méthodes comptables et des informations à fournir
4	Faits saillants financiers et autres	22	Marchés des Capitaux	55	Contrôles et procédures
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23	Services de soutien généraux	55	Transactions entre parties liées
6	Rendement financier	24	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	56	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
6	Vue d'ensemble	26	Situation financière	57	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
12	Résultats des secteurs d'exploitation	26	Bilans résumés	63	Notes annexes
12	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	27	Arrangements hors bilan	84	Renseignements à l'intention des actionnaires
12	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	27	Gestion du risque		
		27	Risque de crédit		
		36	Risque de marché		
		41	Risque de liquidité et de financement		
		49	Gestion des fonds propres		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2019 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2019. Le présent rapport de gestion, daté du 22 mai 2019, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2018. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2018, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, et au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations du président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance, de non-conformité à la réglementation et de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019, y compris l'incertitude mondiale, le prix des maisons au Canada et l'endettement des ménages, les technologies de l'information et le cyber-risque, les changements de réglementation, l'innovation et les bouleversements numériques, les risques liés aux données et aux tierces parties, les changements climatiques, le contexte commercial et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2018, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 84 000 employés qui concrétisent notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à plus de 16 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 34 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Total des revenus	11 499 \$	11 589 \$	10 054 \$	23 088 \$	20 882 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	426	514	274	940	608
Indemnités sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 160	1 225	421	2 385	1 257
Frais autres que d'intérêt	5 916	5 912	5 482	11 828	11 093
Bénéfice avant impôt	3 997	3 938	3 877	7 935	7 924
Bénéfice net	3 230 \$	3 172 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 549 \$	1 571 \$	1 459 \$	3 120 \$	2 980 \$
Gestion de patrimoine	585	597	537	1 182	1 134
Assurances	154	166	172	320	299
Services aux investisseurs et de trésorerie	151	161	212	312	431
Marchés des Capitaux	776	653	665	1 429	1 413
Services de soutien généraux	15	24	15	39	(185)
Bénéfice net	3 230 \$	3 172 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,20 \$	2,15 \$	2,06 \$	4,36 \$	4,08 \$
– dilué	2,20	2,15	2,06	4,34	4,07
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	17,5 %	16,7 %	18,1 %	17,1 %	17,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	74 000 \$	73 550 \$	67 450 \$	73 800 \$	67 150 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (1)	1,64 %	1,62 %	1,68 %	1,63 %	1,66 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,34 %	0,20 %	0,32 %	0,22 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,28 %	0,22 %	0,28 %	0,23 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,49 %	0,46 %	0,47 %	0,49 %	0,47 %
Ratio de liquidité à court terme (3)	127 %	128 %	122 %	127 %	122 %
Ratios de fonds propres et ratio de levier					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	11,8 %	11,4 %	10,9 %	11,8 %	10,9 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,9 %	12,7 %	12,3 %	12,9 %	12,3 %
Ratio du total des fonds propres	14,8 %	14,5 %	14,1 %	14,8 %	14,1 %
Ratio de levier (4)	4,3 %	4,3 %	4,3 %	4,3 %	4,3 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (5)					
Total de l'actif	1 378 876 \$	1 366 207 \$	1 274 778 \$	1 378 876 \$	1 274 778 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	240 991	235 832	220 841	240 991	220 841
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	602 392	589 820	551 393	602 392	551 393
Actifs liés aux dérivés	84 812	84 816	94 175	84 812	94 175
Dépôts	864 101	852 564	822 048	864 101	822 048
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	76 139	74 147	69 122	76 139	69 122
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	510 463	508 512	489 172	510 463	489 172
Biens sous gestion	733 100	688 000	660 900	733 100	660 900
Biens administrés (6)	5 655 600	5 363 900	5 666 400	5 655 600	5 666 400
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 435 091	1 437 074	1 443 084	1 436 099	1 447 504
– moyenne diluée	1 441 163	1 443 195	1 449 737	1 442 194	1 454 299
– à la fin de la période (7)	1 434 879	1 435 073	1 440 986	1 434 879	1 440 986
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,02 \$	0,98 \$	0,94 \$	2,00 \$	1,85 \$
Rendement de l'action (8)	3,9 %	4,1 %	3,7 %	4,0 %	3,6 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	106,77 \$	100,02 \$	97,64 \$	106,77 \$	97,64 \$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	153 202	143 536	140 798	153 202	140 798
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	82 197	82 108	79 308	82 197	79 308
Nombre de succursales	1 335	1 334	1 355	1 335	1 355
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 569	4 568	4 875	4 569	4 875
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,751 \$	0,749 \$	0,778 \$	0,750 \$	0,786 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,746 \$	0,761 \$	0,779 \$	0,746 \$	0,779 \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne des trois mois compris dans chaque période et se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(4) Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(6) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 16,2 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 8,3 milliards (respectivement, 16,6 milliards et 8,5 milliards au 31 janvier 2019; 17,8 milliards et 9,1 milliards au 30 avril 2018).

(7) Depuis le quatrième trimestre de 2018, le nombre d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'incidence des actions propres. Les montants des périodes correspondantes ont été ajustés afin qu'ils soient conformes à ce mode de présentation.

(8) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(10) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 22 mai 2019

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Canada

Selon les attentes, l'économie canadienne devrait avoir enregistré une croissance de 0,7 %¹ dans le premier trimestre civil de 2019, ce qui serait légèrement supérieur à celle de 0,4 %¹ du trimestre civil précédent. Le ralentissement du secteur du pétrole et du gaz freine toujours l'essor économique. Cependant, la hausse des prix mondiaux du pétrole et la réduction des compressions obligatoires de production en Alberta donnent à penser que, dans l'avenir, ce secteur devrait peser moins lourd sur l'économie. Hormis ce secteur, la croissance s'est raffermie au premier trimestre civil, les dépenses de consommation ayant augmenté et le secteur de l'habitation s'étant stabilisé, ce qui témoigne dans les deux cas d'un marché de l'emploi toujours vigoureux. La Banque du Canada maintient à 1,75 % son taux de financement à un jour depuis octobre 2018 et n'a mentionné aucune hausse potentielle des taux dans le rapport sur la politique monétaire qu'elle a publié au mois d'avril.

États-Unis

Le taux de croissance aux États-Unis est passé de 2,2 %¹ au quatrième trimestre civil de 2018 à 3,2 %¹ au premier trimestre civil de 2019. Cette hausse est survenue malgré l'augmentation moins prononcée des dépenses de consommation et des investissements des entreprises et la baisse des dépenses fédérales qu'a causé l'arrêt partiel des activités gouvernementales plus tôt cette année. Au premier trimestre civil, l'activité économique a été stimulée par une progression de la balance commerciale et des investissements dans les stocks, ce qui ne peut ni dans un cas ni dans l'autre être considéré comme une source de croissance durable. La croissance globale devrait ralentir au cours des prochains trimestres, et ce, malgré des moteurs économiques plus dynamiques, dont l'augmentation des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. Le taux de chômage demeure faible, mais comme l'économie montre certains signes de pression inflationniste, la Réserve fédérale maintient ses taux d'intérêt depuis décembre 2018.

Europe

La croissance de la zone euro s'est quelque peu accélérée au premier trimestre civil de 2019, atteignant ainsi 0,4 %, contre 0,2 % au trimestre civil précédent. Des indicateurs signalent une certaine disparité entre le secteur de la fabrication et celui des services, ce dernier faisant état de la croissance relativement constante de la demande intérieure, alors que le ralentissement du premier reflète une conjoncture mondiale généralement plus chancelante. La Banque centrale européenne conserve une politique monétaire stimulante, le taux d'inflation étant faible. Au Royaume-Uni, l'incertitude concernant le Brexit continue de freiner les investissements des entreprises, mais l'économie a crû à un taux modéré au premier trimestre civil de 2019, soit 0,5 %. La Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 0,75 % depuis le mois d'août 2018, la réalisation du Brexit étant toujours incertaine.

Marchés financiers

Comme l'inflation est toujours faible et que les banques centrales semblent moins disposées à relever les taux d'intérêt, les rendements des obligations d'État ont, dans l'ensemble, fléchi depuis le début de l'année civile 2019. La perspective d'un resserrement moins prononcé des politiques monétaires et, dans certains cas, de l'adoption de politiques budgétaires plus conciliantes a favorisé la reprise des marchés boursiers au premier trimestre civil de 2019. L'amélioration récente de certains indicateurs de croissance à l'échelle mondiale a également favorisé ces marchés et, conjuguée aux contraintes d'offre, elle a contribué à hausser les prix mondiaux du pétrole au premier trimestre civil de 2019. La courbe de rendement s'est inversée quelque temps en mars 2019 puisque les rendements des obligations d'État à long terme ont fléchi. Cependant, cette situation s'est résorbée et d'autres indicateurs économiques donnent à penser que le risque de récession à court terme est faible.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant, dans la mesure du possible, les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient hausser nos coûts, nuire à notre rentabilité et accroître la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018, rubrique mise à jour ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

Les politiques commerciales continuent de peser sur les perspectives économiques mondiales, ce qui englobe les négociations du Brexit et les tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis, d'une part, et la Chine, de l'autre. Le dénouement des négociations du Brexit et ses répercussions sur le commerce international demeurent incertains. Au mois de mars, la Chine a frappé d'une interdiction les importations de canola canadien, et les tensions entre elle et les États-Unis demeurent fortes puisque les deux pays sont toujours en négociation d'un accord commercial. En avril, le Fonds monétaire international a révisé à la baisse ses projections de croissance mondiale pour 2019, signalant au passage que cela pourrait se reproduire si ces risques ou d'autres se concrétisent. Toutefois, en mai 2019, le Canada et les États-Unis ont conclu une entente levant les tarifs sur les importations d'acier et d'aluminium.

Changements climatiques

En ce qui concerne les changements climatiques, la réglementation, les cadres et les recommandations qui s'appliquent aux banques, aux assureurs et aux gestionnaires d'actifs évoluent rapidement. En mars, la Banque du Canada s'est jointe au Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (NGFS), groupe composé de plus de 34 banques centrales et organismes de supervision, qui a émis des recommandations sur la gestion des risques environnementaux et climatiques en avril 2019. Plus récemment, la Banque du Canada a désigné les changements climatiques comme étant l'une des six vulnérabilités dans le cadre de sa Revue du système financier de 2019. En date des présentes, la Banque du Canada n'a pas encore fait part de ses attentes relativement à ces recommandations. Cependant, en tant qu'institution financière sous réglementation fédérale, nous serons tenus de nous conformer à toute exigence qui pourrait être imposée et devons engager les coûts supplémentaires en découlant.

Protection de la vie privée

Nous suivons de près les avancées législatives et réglementaires qui ont cours depuis que le Règlement général de la protection des données a été entériné par l'Union européenne. Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) continue de réclamer une législation plus moderne, incluant le pouvoir de soumettre les entreprises à des vérifications et d'imposer des amendes à celles qui ne se conforment pas aux lois sur la protection de la vie privée. En outre, le CPVP a revu sa position quant au consentement exigé pour certains transferts transfrontaliers de renseignements personnels et a publié une version révisée de ses recommandations à des fins de consultation. Ces mesures démontrent que l'intervention grandissante des organismes de réglementation pour ce qui est de l'utilisation et la protection des renseignements personnels est une tendance qui s'accroît. Nous examinons actuellement les nouvelles recommandations et en analysons les répercussions possibles sur nos différents secteurs d'activité.

Initiatives de réglementation aux États-Unis

Les décideurs continuent d'envisager la réforme de divers règlements financiers aux États-Unis, règlements dont certains, s'ils sont instaurés, pourraient réduire la complexité du cadre réglementaire américain et abaisser les coûts de conformité qu'il entraîne. En avril 2019, la Réserve fédérale et la Federal Deposit Insurance Corporation ont publié des propositions visant les plans de résolution à l'intention des sociétés de portefeuille bancaire, des banques étrangères et de leurs sociétés de portefeuille intermédiaires, ainsi que des institutions de dépôt assurées. D'autres projets pourraient imposer de nouvelles exigences ou resserrer celles existantes, notamment des obligations supplémentaires en matière de conformité et d'information à fournir. Par exemple, en avril 2019, la Réserve fédérale a publié des propositions relatives à des normes prudentielles accrues, aux fonds propres réglementaires et aux normes de liquidité s'appliquant aux banques étrangères qui mènent des activités aux États-Unis, et la SEC a proposé des normes de conduite à l'intention des courtiers et des conseillers les obligeant à agir au mieux des intérêts de leurs clients (en l'occurrence, la *Regulation Best Interest*).

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe

L'incertitude politique qui plane au Royaume-Uni a freiné les négociations de son retrait de l'Union européenne. En avril 2019, tous les membres de l'Union européenne ont convenu de reporter au 31 octobre 2019 la date butoir du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, laquelle était initialement le 29 mars 2019. Jusqu'à son retrait ou jusqu'à l'expiration de la période de transition, si elle en est, le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne et assujéti à la totalité de ses lois. Les autres initiatives de réglementation à venir portent notamment sur la réglementation des dépositaires centraux de titres de l'Union européenne. Cette réglementation visant à gérer avec plus de rigueur le règlement des transactions sur titres devrait entrer en vigueur en septembre 2020.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018 ainsi qu'à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidité et de réglementation du rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019 et du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques traitant de la gestion des risques et des fonds propres du rapport annuel 2018 et aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 3 230 millions de dollars, en hausse de 170 millions, ou 6 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action a été de 2,20 \$, a progressé de 0,14 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 17,5 %, en baisse de 60 p.b. par rapport à 18,1 % un an plus tôt. Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) s'est établi à 11,8 %, ayant augmenté de 90 p.b. sur un an.

Nos résultats reflètent la forte croissance du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, qui a été atténuée par le repli des résultats des secteurs Services aux investisseurs et de trésorerie et Assurances.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont améliorés en raison surtout de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et de la réduction du taux d'imposition effectif découlant surtout de changements dans la composition du bénéfice. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté en raison principalement d'une croissance moyenne des volumes de 7 % et de l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de la progression des frais bancaires. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et par la hausse des coûts liés à la technologie et des frais de commercialisation.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont renforcés en raison surtout de la croissance du revenu net d'intérêt et de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a diminué surtout à cause de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ainsi que de ceux tirés des services d'administration d'actifs.

Les résultats du secteur Assurances se sont dégradés à cause essentiellement d'une sinistralité liée aux placements qui a été moins favorable ainsi que de l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles de rétrocession vie et d'assurance invalidité, ce qui a été atténué par des renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses et par des ajustements actuariels positifs.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est établi à 3 230 millions de dollars, en hausse de 58 millions, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 2,20 \$, ayant monté de 0,05 \$, ou 2 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,5 %, en hausse de 80 p.b. Notre ratio CET1, à savoir 11,8 %, s'est renforcé de 40 p.b.

Nos résultats reflètent la forte croissance du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux qui a été atténuée par le recul des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Marchés des Capitaux a monté en raison de l'amélioration des conditions de marché et de l'intensification des activités des clients. La hausse a découlé principalement d'originations de prêts plus importantes dans la plupart des régions, de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit ainsi que de l'intensification des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'origine de titres de participation principalement en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le repli des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis, par l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs et par la diminution des transactions de change, surtout au Canada.

Les résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont repliés, ce qui rend compte du fait que le trimestre a compté trois jours de moins et que la dotation à la provision pour pertes de crédit et les frais de commercialisation ont augmenté. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des coûts liés au personnel et par l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires canadiens. Les résultats du trimestre précédent tenaient également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine s'est comprimé en raison surtout de la constatation, au trimestre précédent, d'un ajustement comptable favorable en lien avec Gestion de patrimoine – Canada, ainsi que de la baisse du revenu net d'intérêt, la croissance des volumes ayant été plus que compensée par le rétrécissement des écarts et les trois jours de moins du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la progression des volumes de transactions.

Les résultats du secteur Assurances ont diminué à cause surtout de l'augmentation des coûts des sinistres du secteur Assurances – International, ce qui a été compensé en partie par des ajustements actuariels positifs en lien avec le portefeuille d'assurance vie universelle.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie se sont affaiblis surtout du fait du recul des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui tient compte de l'incidence positive des occasions sur le marché monétaire exploitées au trimestre précédent. Ce facteur a été atténué par l'incidence des coûts liés à la réglementation annuels engagés au premier trimestre et par la baisse des coûts liés à la technologie.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 6 402 millions de dollars, en hausse de 330 millions, ou 5 %, sur un an. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 4,34 \$ pour le semestre, ayant monté de 0,27 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,1 %, en baisse de 60 p.b.

Nos résultats reflètent l'essor du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux, qui a été atténué par le repli des résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie. Nos résultats rendent également compte d'une augmentation attribuable à l'incidence du change et des répercussions, un an plus tôt, de la réforme fiscale américaine, laquelle avait donné lieu à une réduction de valeur des actifs d'impôt différé.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est renforcé en raison d'une croissance moyenne des volumes de 6 % et de l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, des coûts liés à la technologie et au personnel et des frais de commercialisation.

Les résultats du secteur Gestion de patrimoine se sont renforcés en raison surtout de la croissance du revenu net d'intérêt et des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Le bénéfice du secteur Assurances s'est raffermi grâce à des renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses, ce qui a été annulé en partie par une sinistralité liée aux placements moins favorable.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont améliorés en raison surtout d'une baisse du taux d'imposition effectif qui reflète principalement des changements dans la composition du bénéfice, de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le recul des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont fléchi à cause surtout de la diminution des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ainsi que de ceux tirés des services d'administration d'actifs et de l'accroissement des coûts engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Le bénéfice net des Services de soutien généraux s'est établi à 39 millions de dollars, reflétant principalement les activités de gestion actif-passif. Un an plus tôt, ce secteur avait subi une perte nette de 185 millions de dollars à cause principalement de l'incidence, au montant de 178 millions tel qu'il est indiqué ci-dessus, de la réforme fiscale américaine, ce qui avait été atténué par les activités de gestion actif-passif.

Incidence du change

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2019 par rapport au T2 2018	T2 2019 par rapport au T1 2019	T2 2019 par rapport au T2 2018
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	92 \$	(8)\$	278 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	–	9
Frais autres que d'intérêt	59	(5)	174
Impôt sur le résultat	3	(1)	10
Bénéfice net	29	(2)	85
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,02 \$	– \$	0,06 \$
Dilué	0,02	–	0,06

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Dollar américain	0,751	0,749	0,778	0,750	0,786
Livre sterling	0,573	0,582	0,562	0,578	0,570
Euro	0,667	0,656	0,638	0,661	0,647

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Revenu d'intérêt et de dividende	10 132 \$	10 149 \$	7 865 \$	20 281 \$	15 405 \$
Charges d'intérêt	5 295	5 265	3 444	10 560	6 539
Revenu net d'intérêt	4 837 \$	4 884 \$	4 421 \$	9 721 \$	8 866 \$
Marge nette d'intérêt	1,64 %	1,62 %	1,68 %	1,63 %	1,66 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 515 \$	1 579 \$	806 \$	3 094 \$	1 950 \$
Revenus tirés des activités de négociation	250	358	236	608	554
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 381	1 450	1 318	2 831	2 643
Revenus tirés des fonds communs de placement	899	873	862	1 772	1 747
Commissions de courtage en valeurs mobilières	316	342	334	658	689
Frais bancaires	466	468	443	934	883
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	554	345	457	899	998
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	243	249	277	492	558
Revenus sur cartes	266	282	267	548	524
Commissions de crédit	288	315	317	603	645
Profits nets sur les titres de placement	37	46	49	83	88
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	14	15	14	29	39
Autres	433	383	253	816	698
Revenus autres que d'intérêt	6 662 \$	6 705 \$	5 633 \$	13 367 \$	12 016 \$
Total des revenus	11 499 \$	11 589 \$	10 054 \$	23 088 \$	20 882 \$
Information supplémentaire					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	619 \$	601 \$	524 \$	1 220 \$	1 074 \$
Revenus autres que d'intérêt	250	358	236	608	554
Total des revenus tirés des activités de négociation	869 \$	959 \$	760 \$	1 828 \$	1 628 \$

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le total des revenus a augmenté de 1 445 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout d'une hausse des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires (revenus du secteur Assurances), du revenu net d'intérêt et des autres revenus. En outre, l'incidence du change a accru de 92 millions de dollars le total des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 416 millions de dollars, ou 9 %, bénéficiant surtout de la croissance des volumes et de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à la hausse, l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation ainsi que la progression des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

La marge nette d'intérêt s'est comprimée de 4 p.b. sur un an du fait surtout des changements dans la composition de la moyenne des actifs productifs, de la croissance des volumes touchant surtout les titres achetés en vertu de conventions de revente, et de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des taux d'intérêt, qui a donné lieu à l'amélioration des écarts sur les dépôts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ainsi que par l'élargissement des écarts de nos portefeuilles de négociation du secteur Marchés des Capitaux. Les conséquences de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ont été plus que compensées par les profits connexes sur les dérivés non détenus à des fins de transaction qui sont inscrits dans les autres revenus.

Les revenus du secteur Assurances ont crû de 709 millions de dollars, ou 88 %, résultat qui tient d'abord et avant tout à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à l'expansion des activités par suite essentiellement de l'augmentation des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les autres revenus ont bondi de 180 millions de dollars, ou 71 %, grâce surtout à la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les frais autres que d'intérêt. Les profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction dans nos activités de financement et de gestion des liquidités, qui ont été compensés en grande partie dans le revenu net d'intérêt ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été en partie annulés par la baisse des profits nets dans nos portefeuilles de placements autres que de négociation.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total des revenus a diminué de 90 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation surtout aux États-Unis, de la diminution des commissions de gestion de placements et de services de garde résultant de la constatation d'un ajustement comptable favorable au trimestre précédent par le secteur Gestion de patrimoine et du recul du revenu net d'intérêt des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, ce qui a découlé notamment du fait que le trimestre a compté trois jours de moins. La baisse des revenus du secteur Assurances qu'a causée la contraction des ventes de rentes collectives et de réassurance longévité, annulée en partie par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, éléments qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également accentué la baisse. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'intensification des activités d'origination de prêts dans la plupart des régions ainsi que de celles de négociation de titres à revenu fixe et d'origination de titres de participation, principalement en Amérique du Nord.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 2 206 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à un an plus tôt, en raison surtout de la hausse des revenus du secteur Assurances, du revenu net d'intérêt, des commissions de gestion de placements et de services de garde et des autres revenus. En outre, l'incidence du change a accru de 278 millions de dollars le total des revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 855 millions de dollars, ou 10 %, bénéficiant surtout de la croissance des volumes et de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. Ont aussi contribué à la hausse, l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation et la progression des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités.

Les revenus du secteur Assurances ont crû de 1 144 millions de dollars, ou 59 %, résultat qui tient d'abord et avant tout à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à l'expansion des activités, incluant l'augmentation des ventes de rentes collectives, éléments qui ont tous deux été compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 188 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont fléchi de 99 millions de dollars, ou 10 %, à cause de la diminution des activités d'origination de titres de participation et de prêts, principalement en Amérique du Nord.

Les autres revenus ont augmenté de 118 millions de dollars, ou 17 %, grâce surtout aux profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction dans nos activités de financement et de gestion des liquidités, qui ont été compensés en grande partie dans le revenu net d'intérêt. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation grandement compensée dans les frais autres que d'intérêt, a également favorisé l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par le recul des profits nets dans nos portefeuilles de placements autres que de négociation, par la constatation d'un ajustement comptable favorable lié à City National Bank (City National) à l'exercice précédent et par un profit lié à la réorganisation d'Interac un an plus tôt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit**Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018**

Au deuxième trimestre de 2019, le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 426 millions de dollars, en hausse de 152 millions, ou 55 %.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 441 millions de dollars, en hausse de 163 millions, ou 59 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement de l'augmentation des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 29 p.b., ayant augmenté de 9 p.b.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a baissé de 88 millions de dollars, ou 17 %, en regard du trimestre précédent.

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffré à 441 millions de dollars, en baisse de 75 millions, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la diminution des dotations du secteur Marchés des Capitaux, ce qui a été atténué par la hausse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est amélioré de 5 p.b.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 332 millions de dollars, ou 55 %, en regard d'un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 957 millions de dollars, en hausse de 345 millions, ou 56 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement imputable à l'augmentation des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a été de 32 p.b., ayant augmenté de 10 p.b.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes de crédit, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 739 millions de dollars sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la progression des ventes de rentes collectives, éléments tous deux compensés en grande partie dans les revenus. Une sinistralité liée aux placements moins favorable et l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles de rétrocession vie et d'assurance invalidité ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par les renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses et par des ajustements actuariels positifs en lien avec le portefeuille d'assurance vie universelle.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont comprimés de 65 millions de dollars, ou 5 %, en regard du trimestre précédent surtout à cause de l'expansion accrue des activités dans cette période, notamment les ventes de rentes collectives qui ont été compensées en grande partie dans les revenus, ainsi que des ajustements actuariels positifs en lien avec le portefeuille d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été atténués par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, ce qui a aussi été compensé en grande partie dans les revenus, et par la hausse des coûts des sinistres du secteur Assurances – International.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 128 millions de dollars, ou 90 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et à la progression des ventes de rentes collectives, éléments tous deux compensés en grande partie dans les revenus. L'intensification des activités de réassurance longévité et une sinistralité liée aux placements moins favorable ont aussi contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par les renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Salaires	1 607 \$	1 608 \$	1 482 \$	3 215 \$	2 948 \$
Rémunération variable	1 430	1 388	1 338	2 818	2 722
Avantages du personnel et conservation du personnel	471	492	465	963	945
Rémunération fondée sur des actions	114	155	39	269	211
Ressources humaines	3 622 \$	3 643 \$	3 324 \$	7 265 \$	6 826 \$
Matériel	445	431	386	876	758
Frais d'occupation	405	397	386	802	765
Communications	273	240	249	513	473
Honoraires	290	305	321	595	602
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	299	290	266	589	527
Autres	582	606	550	1 188	1 142
Frais autres que d'intérêt	5 916 \$	5 912 \$	5 482 \$	11 828 \$	11 093 \$
Ratio d'efficacité (1)	51,4 %	51,0 %	54,5 %	51,2 %	53,1 %
Ratio d'efficacité ajusté (2)	53,2 %	52,1 %	53,6 %	52,7 %	52,7 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Les mesures ont été ajustées en excluant les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 434 millions de dollars, ou 8 %, du fait essentiellement de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été compensée en grande partie dans les autres revenus, et de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs. En outre, la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de ceux liés au personnel, l'incidence du change et l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, ont contribué à cette hausse.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,4 %, ayant fléchi de 310 p.b. en regard de celui de 54,5 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,2 % a affiché une baisse de 40 p.b. par rapport à celui de 53,6 % il y a un an.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4 millions de dollars.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,4 %, ayant augmenté de 40 p.b. en regard de celui de 51,0 % au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,2 % a augmenté de 110 p.b. par rapport à celui de 52,1 % au trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 735 millions de dollars, ou 7 %, du fait essentiellement de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de ceux liés au personnel, de l'incidence du change et de l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique. La hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui a été compensée en grande partie dans les autres revenus, ont également contribué à la hausse des frais autres que d'intérêt.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 51,2 %, ayant fléchi de 190 p.b. en regard de 53,1 %. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 52,7 % est demeuré le même que celui constaté il y a un an.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Impôt sur le résultat	767 \$	766 \$	817 \$	1 533 \$	1 852 \$
Bénéfice avant impôt	3 997 \$	3 938 \$	3 877 \$	7 935 \$	7 924 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales (2)	(4,8)%	(5,1)%	(4,3)%	(5,0)%	(3,7)%
Revenu tiré de titres exonéré d'impôt	(1,9)%	(1,8)%	(1,8)%	(1,8)%	(1,7)%
Modification du taux d'imposition	(0,1)%	0,5 %	– %	0,2 %	1,9 %
Autres	(0,5)%	(0,6)%	0,7 %	(0,6)%	0,4 %
Taux d'imposition effectif	19,2 %	19,5 %	21,1 %	19,3 %	23,4 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

(2) Comme la baisse des taux d'imposition découlant de la réforme fiscale américaine est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, le taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018 reflète le taux combiné des filiales américaines pour l'exercice 2018.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

La charge d'impôt a reculé de 50 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à il y a un an en raison de l'augmentation du bénéfice réalisé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et d'ajustements fiscaux favorables plus élevés dans le trimestre à l'étude, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation du bénéfice avant impôt.

Le taux d'imposition effectif de 19,2 % a diminué de 190 p.b. grâce surtout à l'augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et à des ajustements fiscaux favorables dans le trimestre à l'étude.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

La charge d'impôt s'est alourdie de 1 million de dollars par rapport au trimestre précédent en raison surtout de l'augmentation du bénéfice avant impôt, annulée par une réduction de valeur des actifs d'impôt différé au premier trimestre en raison d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

Le taux d'imposition effectif de 19,2 % a diminué de 30 p.b. ce qui a résulté principalement de la réduction de valeur des actifs d'impôt différé au trimestre précédent, tel qu'il est indiqué ci-dessus, facteur atténué par le recul des ajustements fiscaux favorables dans le trimestre à l'étude.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

La charge d'impôt s'est allégée de 319 millions de dollars, ou 17 %, sur un an et le taux d'imposition effectif de 19,3 % a diminué de 410 p.b., et ce, grâce essentiellement à l'incidence de la réforme fiscale américaine, laquelle avait entraîné une réduction de valeur des actifs d'impôt différé un an plus tôt, à l'augmentation du bénéfice réalisé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés et à l'augmentation du montant des ajustements fiscaux favorables dans la période à l'étude.

Résultats des secteurs d'exploitation**Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2018.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2018.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR**Mesures de rendement***Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires*

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2018.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier	le 30 avril
	le 30 avril 2019							2019	2018
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 526 \$	573 \$	152 \$	148 \$	756 \$	6 \$	3 161 \$	3 096 \$	2 979 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 000	14 200	1 950	3 500	22 800	8 550	74 000	73 550	67 450
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	27,2 %	16,5 %	32,4 %	17,4 %	13,6 %	n.s.	17,5 %	16,7 %	18,1 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril
	le 30 avril 2019							2018
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 072 \$	1 156 \$	316 \$	305 \$	1 386 \$	22 \$	6 257 \$	5 908 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	23 000	14 150	1 900	3 550	23 000	8 200	73 800	67 150
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	26,9 %	16,5 %	33,5 %	17,3 %	12,2 %	n.s.	17,1 %	17,7 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2019, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux propres, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Pour 2019, notre coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est demeuré le même, soit 8,5 %.

Bénéfice économique

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018
	le 30 avril 2019								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 549 \$	585 \$	154 \$	151 \$	776 \$	15 \$	3 230 \$	3 172 \$	3 060 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	(3)	–	–	–	–	(1)	(4)	(2)	(9)
	2	51	–	3	–	–	56	54	55
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 548 \$	636 \$	154 \$	154 \$	776 \$	14 \$	3 282 \$	3 224 \$	3 106 \$
Moins : Charge de capital	497	307	42	76	493	185	1 600	1 649	1 468
Bénéfice (perte) économique	1 051 \$	329 \$	112 \$	78 \$	283 \$	(171)\$	1 682 \$	1 575 \$	1 638 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2018
	le 30 avril 2019							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	3 120 \$	1 182 \$	320 \$	312 \$	1 429 \$	39 \$	6 402 \$	6 072 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	(5)	–	–	–	–	(1)	(6)	(20)
	5	100	–	5	–	–	110	109
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	3 120 \$	1 282 \$	320 \$	317 \$	1 429 \$	38 \$	6 506 \$	6 161 \$
Moins : Charge de capital	1 013	622	84	157	1 012	361	3 249	2 973
Bénéfice (perte) économique	2 107 \$	660 \$	236 \$	160 \$	417 \$	(323)\$	3 257 \$	3 188 \$

Résultats excluant l'élément précisé

- Pour le semestre clos le 30 avril 2017, notre quote-part du profit tiré de la vente, à Vantiv, Inc., des activités américaines de notre coentreprise de traitement des opérations de paiement Moneris s'est élevée à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et a été comptabilisée dans le secteur Services bancaires canadiens.

Aucun élément précisé n'a été comptabilisé pour les trimestres clos les 30 avril 2019, 31 janvier 2019 et 30 avril 2018 ni pour les semestres clos les 30 avril 2019 et 30 avril 2018.

Le tableau suivant présente les calculs et mesures des résultats du secteur Services bancaires canadiens, exclusion faite de l'élément précisé pour le semestre clos le 30 avril 2017, aux fins du calcul du levier d'exploitation ajusté pour le semestre clos le 30 avril 2018, levier qui constitue une mesure hors PCGR.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le semestre clos		
	le 30 avril 2017		
	Élément exclu		
	Données présentées	Profit tiré de la vente de Moneris (1)	Données ajustées
Total des revenus	7 382 \$	(212)\$	7 170 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	506	–	506
Frais autres que d'intérêt	3 087	–	3 087
Bénéfice net avant impôt	3 789 \$	(212)\$	3 577 \$
Bénéfice net	2 862 \$	(212)\$	2 650 \$
Autres informations			
Frais autres que d'intérêt	3 087 \$	– \$	3 087 \$
Total des revenus	7 382	(212)	7 170
Ratio d'efficience	41,8 %		43,1 %
Taux de croissance des revenus	7,2 %		4,1 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,4 %		2,4 %
Levier d'exploitation	4,8 %		1,7 %

(1) Tient compte du change.

Ratio d'efficience exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements dans le secteur Assurances

Notre ratio d'efficience est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficience consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2019			le 31 janvier 2019			le 30 avril 2018		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	Données des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Données des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Données des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	11 499 \$	(383)\$	11 116 \$	11 589 \$	(247)\$	11 342 \$	10 054 \$	174 \$	10 228 \$
Frais autres que d'intérêt	5 916	–	5 916	5 912	–	5 912	5 482	–	5 482
Ratio d'efficience	51,4 %		53,2 %	51,0 %		52,1 %	54,5 %		53,6 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2019			le 30 avril 2018		
	Élément exclu			Élément exclu		
	Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance			Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance		
	Données présentées	Données des polices d'assurance	Données ajustées	Données présentées	Données des polices d'assurance	Données ajustées
Total des revenus	23 088 \$	(630)\$	22 458 \$	20 882 \$	148 \$	21 030 \$
Frais autres que d'intérêt	11 828	–	11 828	11 093	–	11 093
Ratio d'efficience	51,2 %		52,7 %	53,1 %		52,7 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	3 060 \$	3 134 \$	2 852 \$	6 194 \$	5 708 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 273	1 284	1 251	2 557	2 560
Total des revenus	4 333	4 418	4 103	8 751	8 268
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	9	35	18	44	59
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	363	313	282	676	558
Dotation à la provision pour pertes de crédit	372	348	300	720	617
Frais autres que d'intérêt	1 887	1 915	1 828	3 802	3 629
Bénéfice avant impôt	2 074	2 155	1 975	4 229	4 022
Bénéfice net	1 549 \$	1 571 \$	1 459 \$	3 120 \$	2 980 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	4 099 \$	4 170 \$	3 871 \$	8 269 \$	7 798 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	234	248	232	482	470
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,2 %	26,6 %	27,8 %	26,9 %	28,2 %
Marge nette d'intérêt	2,85 %	2,84 %	2,79 %	2,85 %	2,76 %
Ratio d'efficience	43,5 %	43,3 %	44,6 %	43,4 %	43,9 %
Levier d'exploitation	2,4 %	(0,2) %	1,0 %	1,0 %	0,7 %
Taux d'imposition effectif	25,3 %	27,1 %	26,1 %	26,2 %	25,9 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	440 300 \$	437 100 \$	419 200 \$	438 700 \$	417 400 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	441 900	438 100	419 900	440 000	417 900
Moyenne des dépôts	389 000	382 200	357 900	385 500	357 500
Biens administrés (1)	283 300	268 500	269 100	283 300	269 100
Moyenne des biens administrés	277 900	264 000	268 900	270 800	268 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,34 %	0,28 %	0,28 %	0,31 %	0,27 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	1 460 \$	1 544 \$	1 426 \$	3 004 \$	2 906 \$
Marge nette d'intérêt	2,80 %	2,79 %	2,74 %	2,79 %	2,71 %
Ratio d'efficience	42,0 %	41,6 %	42,6 %	41,8 %	42,0 %
Levier d'exploitation	1,7 %	(0,2) %	0,7 %	0,7 %	(0,6) %
Levier d'exploitation ajusté (2)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2,6 %
Taux d'imposition effectif	26,2 %	26,3 %	26,1 %	26,3 %	26,0 %

(1) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 16,2 milliards de dollars et 8,3 milliards au 30 avril 2019 (16,6 milliards et 8,5 milliards au 31 janvier 2019; 17,8 milliards et 9,1 milliards au 30 avril 2018).

(2) Cette mesure est une mesure hors PCGR. Le levier d'exploitation du semestre clos le 30 avril 2018 de (0,6) % pour le secteur Services bancaires canadiens a subi l'incidence de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) au premier trimestre de 2017, qui était un élément précis. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Pour le semestre clos le 30 avril 2018, les taux de croissance des revenus et des frais du secteur Services bancaires canadiens se sont établis respectivement à 5,6 % et à 6,2 %. Compte non tenu de notre quote-part du profit dont il a été fait mention ci-dessus, le taux de croissance des revenus ajusté du semestre clos le 30 avril 2018 a été de 8,8 %.

s.o. sans objet

Rendement financier**Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018**

Le bénéfice net s'est accru de 90 millions de dollars, ou 6 %, sur un an grâce principalement à une croissance moyenne des volumes de 7 %, à l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires canadiens ainsi qu'à l'augmentation des frais bancaires. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, des coûts liés à la technologie et des frais de commercialisation.

Le total des revenus a progressé de 230 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 228 millions de dollars, ou 6 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui reflète en grande partie une croissance moyenne des volumes de 5 % pour ce qui est des prêts et de 9 % dans le cas des dépôts, l'amélioration des écarts ainsi que la hausse des frais bancaires.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont renforcés de 2 millions de dollars, ou 1 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent.

La marge nette d'intérêt a affiché une hausse de 6 p.b. grâce surtout à l'élargissement des écarts sur les dépôts du secteur Services bancaires canadiens, ce qui témoigne de la hausse des taux d'intérêt, ce qui a été atténué par l'incidence des pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 72 millions de dollars, ou 24 %, entraînant ainsi une hausse de 6 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont alourdis de 59 millions de dollars, ou 3 %, en raison surtout de la hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, et des frais de commercialisation.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est comprimé de 22 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète le fait que la période à l'étude a compté trois jours de moins ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des frais de

commercialisation. Ces facteurs ont été atténués par la réduction des coûts liés au personnel et par l'amélioration des écarts du secteur Services bancaires canadiens. Le bénéfice net du trimestre précédent tenait également compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 1 p.b.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est accru de 140 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à il y a un an, ce qui traduit une croissance moyenne des volumes de 6 % et l'élargissement des écarts. Ces facteurs ont été atténués par une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, des coûts liés à la technologie et au personnel ainsi que des frais de commercialisation.

Le total des revenus a progressé de 483 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui reflète surtout une croissance moyenne des volumes de 5 % pour ce qui est des prêts et de 8 % dans le cas des dépôts. L'amélioration des écarts reflétant la hausse des taux d'intérêt, atténuée par l'incidence des pressions concurrentielles, a aussi contribué à la progression.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 103 millions de dollars, ou 17 %, ce qui a accru de 4 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 173 millions de dollars, ou 5 %, ce qui rend surtout compte d'une hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique, ainsi que d'une augmentation des coûts liés au personnel et des frais de commercialisation.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Revenu net d'intérêt	731 \$	744 \$	632 \$	1 475 \$	1 244 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 663	1 714	1 570	3 377	3 159
Revenus tirés des transactions et autres revenus	585	490	403	1 075	985
Total des revenus	2 979	2 948	2 605	5 927	5 388
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	13	15	(21)	28	(28)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	17	11	1	28	6
Dotation à la provision pour pertes de crédit	30	26	(20)	56	(22)
Frais autres que d'intérêt	2 204	2 164	1 939	4 368	3 950
Bénéfice avant impôt	745	758	686	1 503	1 460
Bénéfice net	585 \$	597 \$	537 \$	1 182 \$	1 134 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	808 \$	842 \$	742 \$	1 650 \$	1 491 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 539	1 471	1 255	3 010	2 639
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 155	1 103	977	2 258	2 077
Gestion mondiale d'actifs	538	543	516	1 081	1 072
Gestion de patrimoine – International	94	92	92	186	186
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,5 %	16,4 %	15,8 %	16,5 %	16,5 %
Marge nette d'intérêt	3,66 %	3,67 %	3,47 %	3,66 %	3,37 %
Marge avant impôt ⁽¹⁾	25,0 %	25,7 %	26,3 %	25,4 %	27,1 %
Nombre de conseillers ⁽²⁾	5 176	5 119	4 912	5 176	4 912
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	81 900 \$	80 500 \$	74 800 \$	81 200 \$	74 500 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	62 200	61 200	54 800	61 700	53 600
Moyenne des dépôts	93 000	94 300	93 000	93 600	92 800
Biens administrés ⁽³⁾	1 050 900	981 400	944 600	1 050 900	944 600
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ⁽³⁾	537 200	496 500	458 500	537 200	458 500
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) ⁽³⁾	400 900	378 000	357 300	400 900	357 300
Biens sous gestion ⁽³⁾	726 600	682 000	655 000	726 600	655 000
Moyenne des biens administrés	1 027 300	986 800	947 000	1 006 700	942 700
Moyenne des biens sous gestion ⁽⁴⁾	712 200	675 100	655 800	693 300	652 000
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,12 %	0,07 %	0,01 %	0,09 %	0,02 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2019 par rapport au T2 2018	T2 2019 par rapport au T1 2019	T2 2019 par rapport au T2 2018
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	48 \$	(3) \$	130 \$
Frais autres que d'intérêt	39	(4)	103
Bénéfice net	6	1	20
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3) %	– %	(5) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %	(2) %	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	2 %	2 %

(1) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(3) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(4) Les montants de l'exercice précédent ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net a progressé de 48 millions de dollars, ou 9 %, et ce, en raison surtout de l'augmentation du revenu net d'intérêt et de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse des coûts engagés pour soutenir l'expansion des activités ainsi que par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est renforcé de 374 millions de dollars, ou 14 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont améliorés de 66 millions de dollars, ou 9 %, en raison surtout de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui rend compte des ventes nettes et de l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 284 millions de dollars, ou 23 %. En dollars américains, ils ont monté de 178 millions de dollars, ou 18 %, grâce surtout à la variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation qui a été largement compensée dans les frais autres que d'intérêt, ainsi qu'à la croissance du revenu net d'intérêt qu'ont permise la croissance des volumes et l'élargissement des écarts.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont progressé de 22 millions de dollars, ou 4 %, et ce, principalement en raison d'une hausse de la moyenne des actifs sous gestion liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 50 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a augmenté de 34 millions de dollars par rapport à (21) millions à l'exercice précédent en raison de la hausse des remboursements et des arrivées à échéance dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) à l'exercice précédent. La hausse de la dotation liée aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et des recouvrements plus élevés à l'exercice précédent ont également contribué à l'augmentation. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 11 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 265 millions de dollars, ou 14 %, du fait principalement de la fluctuation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les revenus, ainsi que de la hausse des coûts engagés pour soutenir l'expansion des activités, ce qui témoigne surtout de l'accroissement de ceux liés au personnel. L'augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs et l'incidence du change ont également accentué la montée des frais autres que d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net a fléchi de 12 millions de dollars, ou 2 %, ce qui reflète essentiellement la constatation d'un ajustement comptable favorable lié au secteur Gestion de patrimoine – Canada dans la période précédente ainsi que le recul du revenu net d'intérêt, la croissance des volumes ayant été plus que compensée par le resserrement des écarts et du fait que le trimestre à l'étude a compté trois jours de moins. Ces facteurs ont été compensés en partie par la progression des volumes de transactions.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est amélioré de 48 millions de dollars, ou 4 %, sur un an, ce qui rend surtout compte d'une augmentation du revenu net d'intérêt et des actifs liés aux services tarifés des clients ainsi que de l'incidence du change. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, de la dotation à la provision pour pertes de crédit ainsi que de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus a monté de 539 millions de dollars, ou 10 %, principalement du fait de la progression du revenu net d'intérêt qu'ont permise la croissance des volumes et la hausse des taux d'intérêt, de l'incidence du change et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, élément reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, a également favorisé la progression du total des revenus.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 78 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a augmenté de 56 millions de dollars par rapport à (28) millions à l'exercice précédent en raison de la hausse des remboursements et des arrivées à échéance dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice à l'étude reflètent également l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques en regard d'un an plus tôt. La hausse de la dotation liée aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et des recouvrements plus élevés à l'exercice précédent ont également contribué à l'augmentation. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 7 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 418 millions de dollars, ou 11 %, du fait surtout de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités, ce qui témoigne essentiellement de l'augmentation de ceux liés au personnel, de l'incidence du change et de la hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, variation compensée en grande partie dans les revenus, ainsi que l'accroissement des coûts liés à la réglementation ont également contribué à faire monter les frais autres que d'intérêt.

Assurances

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	964 \$	1 162 \$	824 \$	2 126 \$	1 763 \$
Revenus de placement (1)	515	381	(87)	896	79
Honoraires	36	36	69	72	108
Total des revenus	1 515	1 579	806	3 094	1 950
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 077	1 129	351	2 206	1 119
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	83	96	70	179	138
Frais autres que d'intérêt	150	154	148	304	290
Bénéfice avant impôt	205	200	237	405	403
Bénéfice net	154 \$	166 \$	172 \$	320 \$	299 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	1 004 \$	1 039 \$	310 \$	2 043 \$	931 \$
Assurances – International	511	540	496	1 051	1 019
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,4 %	34,7 %	36,3 %	33,5 %	32,3 %
Primes et dépôts (2)	1 106 \$	1 314 \$	981 \$	2 420 \$	2 076 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	383	247	(174)	630	(148)

(1) Les revenus de placement peuvent être exposés à la volatilité des fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier**Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018**

Le bénéfice net s'est comprimé de 18 millions de dollars, ou 10 %, sur un an, ce qui témoigne principalement d'une sinistralité liée aux placements qui a été moins favorable ainsi que de l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles de rétrocession vie et d'assurance invalidité, ce qui a été atténué par des renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses et par des ajustements actuariels positifs.

Le total des revenus a bondi de 709 millions de dollars, ou 88 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada se sont améliorés de 694 millions de dollars en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités, ce qui a découlé principalement de l'augmentation des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont dans les deux cas compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les revenus du secteur Assurances – International se sont accrus de 15 millions de dollars, ou 3 %, sous l'effet surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous, ainsi que de l'expansion des activités de réassurance longévité.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont monté de 739 millions de dollars en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités. Une sinistralité liée aux placements moins favorable ainsi que l'augmentation des coûts des sinistres liés aux portefeuilles de rétrocession vie et d'assurance invalidité ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été annulés en partie par des renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses et par des ajustements actuariels du portefeuille d'assurance vie universelle qui ont été favorables.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse des coûts associés aux initiatives touchant la réglementation.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est comprimé de 12 millions de dollars, ou 7 %, à cause principalement de l'augmentation des coûts des sinistres du secteur Assurances – International a été atténuée par des ajustements actuariels du portefeuille d'assurance vie universelle qui ont été favorables.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a monté de 21 millions de dollars, ou 7 %, sur un an, ce qui a résulté surtout des renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses, facteur contrebalancé en partie par une sinistralité liée aux placements moins favorable.

Le total des revenus a bondi de 1 144 millions de dollars, ou 59 %, par rapport à ce qu'il était un an plus tôt, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance ainsi que l'expansion des activités, notamment la hausse des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est précisé ci-après.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 128 millions de dollars, ou 90 %, à cause surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, de l'expansion des activités et d'une sinistralité liée aux placements moins favorable. Ces facteurs ont été atténués par des renégociations de contrats de rétrocession vie fructueuses.

Les frais autres que d'intérêt ont accusé une hausse de 14 millions de dollars, ou 5 %, ce qui témoigne principalement de l'augmentation des coûts associés aux initiatives touchant la réglementation et de ceux engagés aux fins du soutien des ventes et des activités de service à la clientèle.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Revenu net d'intérêt	(34)\$	(31)\$	118 \$	(65)\$	246 \$
Revenus autres que d'intérêt	621	662	553	1 283	1 101
Total des revenus	587	631	671	1 218	1 347
Frais autres que d'intérêt	388	418	391	806	780
Bénéfice net avant impôt	199	213	280	412	567
Bénéfice net	151 \$	161 \$	212 \$	312 \$	431 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,4 %	17,3 %	28,1 %	17,3 %	27,5 %
Moyenne des dépôts	173 900 \$	171 900 \$	163 600 \$	172 900 \$	159 400 \$
Moyenne des dépôts des clients	58 200	59 200	58 200	58 700	57 500
Moyenne des dépôts liés au financement de gros	115 700	112 700	105 400	114 200	101 900
Biens administrés (1)	4 307 800	4 100 900	4 439 800	4 307 800	4 439 800
Moyenne des biens administrés	4 271 000	4 191 300	4 502 800	4 230 500	4 470 500

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2019 par rapport au T2 2018	T2 2019 par rapport au T1 2019	T2 2019 par rapport au T2 2018
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	(10)\$	(3)\$	(8)\$
Frais autres que d'intérêt	(8)	(2)	(8)
Bénéfice net	(2)	(1)	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	– %	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %	(2)%	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	2 %	2 %

(1) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est replié de 61 millions de dollars, ou 29 %, et ce, essentiellement à cause du recul des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités ainsi que de ceux générés par les services d'administration d'actifs.

Le total des revenus a fléchi de 84 millions de dollars, ou 13 %, du fait essentiellement de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui englobe les profits tirés de la vente de certains titres un an plus tôt, du recul des revenus tirés des services d'administration d'actifs qu'a causé le ralentissement des activités des clients et de l'incidence du change.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 3 millions de dollars, ou 1 %, grâce surtout à l'incidence du change, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des coûts engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net a fléchi de 10 millions de dollars, ou 6 %, en raison d'abord et avant tout du repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, ce qui tient compte de l'incidence positive des occasions sur le marché monétaire exploitées au trimestre précédent. Ce facteur a été atténué par l'incidence des coûts liés à la réglementation annuels engagés au premier trimestre et par la baisse des coûts liés à la technologie.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est replié de 119 millions de dollars, ou 28 %, principalement à cause de la baisse des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités et de ceux générés par les services d'administration d'actifs ainsi que de l'accroissement des coûts engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Le total des revenus a baissé de 129 millions de dollars, ou 10 %, ce qui s'explique principalement par le repli des revenus tirés des activités de financement et de gestion des liquidités, lequel a été causé par le nombre restreint d'occasions sur le marché monétaire dans le semestre à l'étude, ainsi que par les profits à la vente de certains titres enregistrés un an plus tôt. La diminution des revenus générés par les services d'administration d'actifs qu'ont causée des conditions de marché difficiles au début de 2019 ainsi que le ralentissement des activités des clients ont également fait baisser le total des revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont monté de 26 millions de dollars, ou 3 %, ce qui s'explique principalement par les coûts plus élevés qui ont été engagés pour soutenir des solutions technologiques et des initiatives visant à accroître l'efficacité.

Marchés des Capitaux

	Aux et pour les trimestres clos les			Aux et pour les semestres clos les	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt (1)	1 057 \$	1 006 \$	841 \$	2 063 \$	1 707 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 112	1 092	1 169	2 204	2 478
Total des revenus (1)	2 169	2 098	2 010	4 267	4 185
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(23)	38	(21)	15	(46)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	48	102	14	150	59
Dotation à la provision pour pertes de crédit	25	140	(7)	165	13
Frais autres que d'intérêt	1 289	1 230	1 190	2 519	2 404
Bénéfice net avant impôt	855	728	827	1 583	1 768
Bénéfice net	776 \$	653 \$	665 \$	1 429 \$	1 413 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	969 \$	927 \$	967 \$	1 896 \$	1 961 \$
Marchés mondiaux	1 235	1 227	1 092	2 462	2 313
Autres	(35)	(56)	(49)	(91)	(89)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,6 %	10,8 %	13,4 %	12,2 %	14,1 %
Moyenne du total de l'actif	648 900 \$	643 700 \$	563 700 \$	646 200 \$	567 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	101 200	102 100	98 900	101 700	99 900
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	101 800	98 400	82 800	100 000	82 100
Moyenne des dépôts	79 100	79 000	71 000	79 100	67 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,19 %	0,41 %	0,07 %	0,30 %	0,15 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2019 par rapport au T2 2018	T2 2019 par rapport au T1 2019	T2 2019 par rapport au T2 2018
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	43 \$	– \$	123 \$
Frais autres que d'intérêt	21	1	59
Bénéfice net	19	(1)	50
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(3)%	– %	(5)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	2 %	(2)%	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	5 %	2 %	2 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2019 s'est élevée à 120 millions de dollars (107 millions au 31 janvier 2019; 151 millions au 30 avril 2018) et pour le semestre clos le 30 avril 2019, elle a totalisé 227 millions (243 millions au 30 avril 2018). Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2018.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est renforcé de 111 millions de dollars, ou 17 %, ce qui témoigne surtout de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et d'une diminution du taux d'imposition effectif, laquelle reflète principalement des changements dans la composition du bénéfice. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus a affiché une hausse de 159 millions de dollars, ou 8 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement sont demeurés sensiblement les mêmes puisque l'intensification des activités de fusion et acquisition et d'origination de prêts aux États-Unis, l'incidence du change et l'augmentation des revenus tirés des activités de prêt, essentiellement aux États-Unis, ont été contrebalancées en grande partie par le ralentissement de services bancaires aux municipalités, des activités de fusion et acquisition en Europe et des activités de syndication de prêts, essentiellement aux États-Unis.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont progressé de 143 millions de dollars, ou 13 %, grâce à l'amélioration des conditions de marché et à l'intensification des activités des clients. La hausse de ces revenus a résulté surtout de l'augmentation des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions, de l'intensification des activités d'origination de prêts essentiellement aux États-Unis et en Europe et de l'incidence du change. L'intensification des activités de négociation de titres de participation en Amérique du Nord et d'origination de tels titres, surtout aux États-Unis, a également favorisé la progression de ces revenus. Ces facteurs ont été atténués par le recul des revenus provenant de la négociation de titres de participation, principalement en Europe.

Les autres revenus ont monté de 14 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la baisse des coûts de financement résiduels, facteur atténué par les profits générés par nos portefeuilles américains existants un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 32 millions de dollars, entraînant une augmentation de 12 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, à cause surtout des dotations constatées à l'égard

de quelques comptes. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 99 millions de dollars, ou 8 %, ce qui reflète d'abord et avant tout l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs, l'incidence du change et l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le bénéfice net a progressé de 123 millions de dollars, ou 19 %, grâce à l'amélioration des conditions de marché et à l'intensification des activités des clients. Cette progression a résulté surtout de l'intensification des activités d'origination de prêts dans la plupart des régions, de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de l'augmentation des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'origination de titres de participation, surtout en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des revenus tirés de la négociation de titres de participation, essentiellement aux États-Unis, par la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs et par le nombre moins élevé de transactions de change, principalement au Canada.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est renforcé de 16 millions de dollars, ou 1 %, ce qui traduit une diminution du taux d'imposition effectif, laquelle reflète pour l'essentiel des changements dans la composition du bénéfice, la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux et l'incidence du change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit, la baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et l'augmentation des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Le total des revenus a affiché une hausse de 82 millions de dollars, ou 2 %, ce qui s'explique principalement par l'incidence du change et la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, surtout en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le ralentissement des activités d'origination de titres de participation et de prêts, principalement en Amérique du Nord, et par le recul des revenus provenant de la négociation de titres de participation, surtout en Europe.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est alourdie de 152 millions de dollars, ce qui reflète essentiellement la hausse des dotations liées aux prêts douteux qui a été constatée à l'égard d'un compte du secteur des services publics ainsi que l'augmentation des dotations liées aux prêts productifs par suite de l'évolution défavorable de variables macroéconomiques en regard du semestre correspondant de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 15 p.b. Pour plus de détails, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit de la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 115 millions de dollars, ou 5 %, ce qui reflète d'abord et avant tout l'incidence du change et la hausse des coûts liés à la technologie et des coûts connexes.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	23 \$	31 \$	(22)\$	54 \$	(39)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(107)	(116)	(119)	(223)	(217)
Total des revenus (1)	(84)	(85)	(141)	(169)	(256)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(1)	–	1	(1)	–
Frais autres que d'intérêt	(2)	31	(14)	29	40
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(81)	(116)	(128)	(197)	(296)
Charge (économie) d'impôt (1)	(96)	(140)	(143)	(236)	(111)
Bénéfice net (perte nette) (2)	15 \$	24 \$	15 \$	39 \$	(185)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2019 a été de 1 million de dollars (néant au 31 janvier 2019; 7 millions au 30 avril 2018) et pour le semestre clos le 30 avril 2019, il s'est chiffré à 1 million (16 millions au 30 avril 2018).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, déduction qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2019 s'est établi à 120 millions de dollars, comparativement à 107 millions au trimestre précédent et à 151 millions un an plus tôt. Pour le semestre clos le 30 avril 2019, ce montant a été de 227 millions de dollars, comparativement à 243 millions un an auparavant.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est chiffré à 15 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les activités de gestion actif-passif, lesquelles ont été annulées en partie par le montant net des ajustements fiscaux favorables.

Premier trimestre de 2019

Le bénéfice net s'est dégagé à 24 millions de dollars, ce qui rend surtout compte du montant net des ajustements fiscaux favorables.

Deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est chiffré à 15 millions de dollars, ce qui a découlé surtout des activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2019 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est chiffré à 39 millions de dollars et a résulté principalement des activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

La perte nette a atteint 185 millions de dollars, ce qui provient principalement de la réforme fiscale américaine dont les effets se sont chiffrés à 178 millions, facteur neutralisé en partie par les activités de gestion actif-passif.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2019		2018		2017			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	4 333 \$	4 418 \$	4 364 \$	4 284 \$	4 103 \$	4 165 \$	4 019 \$	3 970 \$
Gestion de patrimoine	2 979	2 948	2 740	2 798	2 605	2 783	2 562	2 547
Assurances	1 515	1 579	1 039	1 290	806	1 144	1 612	1 009
Services aux investisseurs et de trésorerie	587	631	624	620	671	676	602	594
Marchés des Capitaux (2)	2 169	2 098	2 056	2 157	2 010	2 175	1 954	2 040
Services de soutien généraux (2)	(84)	(85)	(154)	(124)	(141)	(115)	(226)	(72)
Total des revenus	11 499 \$	11 589 \$	10 669 \$	11 025 \$	10 054 \$	10 828 \$	10 523 \$	10 088 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit (3)	426	514	353	346	274	334	234	320
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 160	1 225	494	925	421	836	1 137	643
Frais autres que d'intérêt	5 916	5 912	5 882	5 858	5 482	5 611	5 611	5 537
Bénéfice net avant impôt	3 997 \$	3 938 \$	3 940 \$	3 896 \$	3 877 \$	4 047 \$	3 541 \$	3 588 \$
Impôt sur le résultat	767	766	690	787	817	1 035	704	792
Bénéfice net	3 230 \$	3 172 \$	3 250 \$	3 109 \$	3 060 \$	3 012 \$	2 837 \$	2 796 \$
Bénéfice par action – de base	2,20 \$	2,15 \$	2,21 \$	2,10 \$	2,06 \$	2,02 \$	1,89 \$	1,86 \$
– dilué	2,20	2,15	2,20	2,10	2,06	2,01	1,88	1,85
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 549 \$	1 571 \$	1 538 \$	1 510 \$	1 459 \$	1 521 \$	1 404 \$	1 399 \$
Gestion de patrimoine	585	597	553	578	537	597	491	486
Assurances	154	166	318	158	172	127	265	161
Services aux investisseurs et de trésorerie	151	161	155	155	212	219	156	178
Marchés des Capitaux	776	653	666	698	665	748	584	611
Services de soutien généraux	15	24	20	10	15	(200)	(63)	(39)
Bénéfice net	3 230 \$	3 172 \$	3 250 \$	3 109 \$	3 060 \$	3 012 \$	2 837 \$	2 796 \$
Taux d'imposition effectif	19,2 %	19,5 %	17,5 %	20,2 %	21,1 %	25,6 %	19,9 %	22,1 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,751 \$	0,749 \$	0,767 \$	0,767 \$	0,778 \$	0,794 \$	0,792 \$	0,770 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, voir la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2018.

(3) En date du 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9 *Instruments financiers*. En vertu de cette norme, la dotation à la provision pour pertes de crédit est liée essentiellement aux prêts, aux acceptations et aux engagements ainsi qu'à tous les actifs financiers sauf ceux qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net et les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Avant l'adoption d'IFRS 9, la dotation à la provision pour pertes de crédit était uniquement liée aux prêts, aux acceptations et aux engagements. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts, aux acceptations et aux engagements est composée de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux (dotation à la provision pour pertes de crédit de stade 3, au sens d'IFRS 9, et dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, au sens d'IAS 39) et de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs (dotation à la provision pour pertes de crédit de stades 1 et 2, au sens d'IFRS 9, et dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts non encore désignés comme douteux, au sens d'IAS 39).

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de courtage du secteur Marchés des Capitaux et des activités de gestion de placements du secteur Gestion de patrimoine.

Analyse des tendances

Le bénéfice a, de façon générale, été à la hausse au cours de la période. Cependant, les résultats du premier trimestre de 2019 ont été affaiblis par des conditions de marché difficiles au début de ces trois mois. L'incidence du change a également influé sur le bénéfice trimestriel.

Une forte croissance des volumes, l'élargissement des écarts depuis la seconde moitié de 2017 et la progression des revenus tirés des services tarifés ont accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

En règle générale, les revenus du secteur Gestion de patrimoine affichent des hausses essentiellement en raison de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, qui a bénéficié des ventes nettes ainsi que de l'appréciation des marchés, et de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et de la croissance des volumes, ces facteurs ayant favorisé la hausse du revenu net d'intérêt depuis le début de la période. La variation de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, a également accentué les fluctuations des revenus au cours de la période.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué tout au long de la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance. Depuis 2017, les revenus ont, en général, été soutenus par l'incidence de nouvelles ventes de rentes collectives et des contrats d'assurance vie internationaux restructurés, qui sont en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. L'expansion des activités des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International a également soutenu les revenus tout au long de 2018 ainsi que dans la première moitié de 2019.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie sont touchés par les fluctuations des conditions de marché et des activités des clients. Ils se sont accrus dans le premier semestre de 2018 en raison de la plus grande volatilité des marchés, de la croissance des dépôts des clients, de l'intensification des activités des clients de nos services d'administration d'actifs ainsi que de l'amélioration des résultats des activités de financement et de liquidité. Le nombre restreint d'occasions sur le marché monétaire dans le présent exercice et les répercussions de conditions de marché difficiles ont influé sur les résultats du premier trimestre de 2019. Quant à ceux du deuxième trimestre de 2019, ils ont été touchés par un repli des activités des clients.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché et des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation, et les résultats du premier trimestre sont généralement meilleurs que ceux des autres. Dans le deuxième trimestre de 2018, les activités d'origination de titres de participation ont été moins nombreuses à cause du ralentissement des marchés, les activités de négociation de titres à revenu fixe ont diminué dans toutes les régions et les revenus tirés des activités de négociation de titres de participation aux États-Unis ont fléchi. Quant au recul enregistré au quatrième trimestre de 2018, il a découlé surtout de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe. Les revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe ont augmenté au premier trimestre de 2019, ce qui a été atténué par le repli des activités d'origination de prêts et de titres de participation, essentiellement en Amérique du Nord. Les activités d'origination de prêts se sont intensifiées dans la plupart des régions au deuxième trimestre de 2019, ce qui a été source de croissance, tout comme l'ont été les activités de négociation de titres à revenu fixe et d'origination de titres de participation, surtout en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été atténués par le recul des activités de négociation de titres de participation, principalement aux États-Unis, et par la diminution des transactions de change, ce qui est survenu surtout au Canada.

Dans l'ensemble, la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est améliorée en 2017 du fait d'un repli des dotations et de l'augmentation des recouvrements dans nos portefeuilles des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises ainsi que de la diminution des dotations liées aux actifs dépréciés pour la majeure partie de 2018. Le 1^{er} novembre 2017, nous avons adopté IFRS 9, ce qui a mené à la constatation d'une dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs financiers productifs. Cette dotation a fluctué au cours de la période puisqu'elle est touchée par des conditions macroéconomiques et la croissance des volumes. Cependant, les résultats du quatrième trimestre de 2018 ont également subi les conséquences de la restructuration de portefeuilles à la Barbade. Quant à la dotation à la provision pour pertes de crédit de la première moitié de 2019, elle a été touchée par une augmentation des dotations liées aux prêts douteux, et ce, principalement à l'égard de quelques comptes dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles puisqu'elles reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, l'incidence des ventes de rentes collectives et les contrats d'assurance vie internationaux restructurés, facteurs qui sont en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de l'expansion des activités et ont été touchés par la sinistralité liée aux placements et les volumes de sinistres au cours de la période. Les résultats sont également touchés par les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice.

Les frais autres que d'intérêt ont varié au cours de la période, mais sont demeurés relativement stables depuis le second semestre de 2018. La croissance durant la période rend surtout compte de la hausse des coûts pour soutenir l'expansion des activités et de nos investissements continus dans la technologie et des coûts connexes, notamment le numérique. La hausse en 2017 et 2018 reflète surtout l'augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Les résultats du troisième trimestre de 2017 ont également été affaiblis par la hausse des indemnités de départ. L'accroissement des coûts liés à la réglementation a influé sur les chiffres de l'exercice 2018, et la baisse enregistrée dans les deuxième et quatrième trimestres de 2018 reflétait principalement la variation de la juste valeur de nos régimes

de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été en grande partie compensée dans les revenus. La légère hausse enregistrée au premier trimestre de 2019 reflétait également l'incidence du change ainsi que la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul saisonnier des frais de commercialisation et par le repli des honoraires.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison principalement de la proportion variable des bénéficiaires déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources fiscalement avantageuses et de divers niveaux d'ajustements fiscaux. Le premier trimestre de 2018 a ressenti les effets négatifs de la réforme fiscale américaine, laquelle a donné lieu à une réduction de valeur du montant net des actifs d'impôt différé. Cependant, ce facteur a été plus qu'annulé en 2018 par la baisse continue du taux d'imposition des sociétés. Les résultats du premier trimestre de 2019 tenaient compte d'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé par suite d'un changement apporté au taux d'imposition des sociétés à la Barbade. Au cours de la période, notre taux d'imposition effectif a, de façon générale, été touché par le montant net des ajustements fiscaux favorables et par des changements dans la composition du bénéfice.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2019	31 octobre 2018
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	33 041 \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	26 718	36 471
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	240 991	222 866
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 520	294 602
Prêts		
Prêts de détail	407 222	399 452
Prêts de gros	198 263	180 278
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 093)	(2 912)
Autres – Dérivés	84 812	94 039
– Autres (2)	81 402	79 729
Total de l'actif	1 378 876 \$	1 334 734 \$
Passif		
Dépôts	864 101 \$	837 046 \$
Autres – Dérivés	82 168	90 238
– Autres (2)	341 301	318 364
Débitures subordonnées	9 360	9 131
Total du passif	1 296 930	1 254 779
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	81 845	79 861
Participations ne donnant pas le contrôle	101	94
Total des capitaux propres	81 946	79 955
Total du passif et des capitaux propres	1 378 876 \$	1 334 734 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres de négociation.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au quatrième trimestre de 2018

Le total de l'actif a augmenté de 44 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à celui au 31 octobre 2018, et le change l'a haussé de 14 milliards.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont grimpé de 3 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 10 milliards de dollars, ou 27 %, résultat qui provient surtout du repli des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont accrus de 18 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des titres de créance d'État et de sociétés, rendant ainsi compte de nos activités. La hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction, reflet des conditions de marché favorables, et l'incidence du change ont également favorisé la hausse précitée.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés se sont accrus de 15 milliards de dollars, ou 5 %, et ce, en raison principalement des activités des clients et de l'incidence du change, ce qui a été atténué par la hausse de la compensation financière.

Les prêts ont augmenté de 26 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la croissance des volumes, ce qui a contribué à accroître les prêts de gros et les prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont fléchi de 9 milliards de dollars, ou 10 %, à cause principalement de la baisse de la juste valeur de contrats de change.

Le total du passif a crû de 42 milliards de dollars, ou 3 %, et le change l'a alourdi de 14 milliards.

Les dépôts ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement de la hausse des dépôts de détail et de ceux des entreprises qu'a permise l'intensification des activités des clients.

Les passifs dérivés ont fléchi de 8 milliards de dollars, ou 9 %, ce qui est essentiellement attribuable au repli de la juste valeur de contrats de change.

Les autres passifs ont augmenté de 23 milliards de dollars, ou 7 %, du fait principalement de la hausse des obligations liées aux conventions de rachat, hausse découlant surtout de l'intensification des activités des clients, des besoins de financement et de l'incidence du change, ce qui a été neutralisé en partie par une compensation financière plus importante.

Le total des capitaux propres a monté de 2 milliards de dollars, ou 2 %, ce qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes et des rachats d'actions privilégiées.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019. Nos transactions hors bilan significatives sont décrites aux pages 52 à 54 de notre rapport annuel 2018.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun. Le risque de crédit peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal, indirectement d'un débiteur secondaire, d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel ou d'un risque transactionnel.

Notre cadre de gestion du risque de crédit ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018.

Risque de crédit par portefeuille, par secteur et par secteur géographique

Le tableau qui suit présente notre risque de crédit conformément aux catégories réglementaires définies par l'accord de Bâle et reflète notre exposition en cas de défaillance (ECD). Le classement de nos secteurs cadre avec notre vision du risque de crédit par secteur.

(en millions de dollars canadiens)	Aux						31 janvier 2019
	30 avril 2019						
	Risque de crédit (1)			Risque de contrepartie (2)			
	Montant hors bilan (3)						
Montant au bilan	Engagements inutilisés	Autres (4)	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total	Risque total	
Prêts de détail							
Prêts résidentiels garantis (5)	303 318 \$	62 677 \$	– \$	– \$	– \$	365 995 \$	361 572 \$
Prêts renouvelables admissibles (6)	25 682	70 125	–	–	–	95 807	95 227
Autres prêts de détail	57 211	14 417	73	–	–	71 701	69 859
Total des prêts de détail	386 211 \$	147 219 \$	73 \$	– \$	– \$	533 503 \$	526 658 \$
Prêts de gros							
Exploitations agricoles	9 005 \$	1 691 \$	40 \$	– \$	72 \$	10 808 \$	10 625 \$
Industrie automobile	10 678	6 551	340	–	1 253	18 822	18 525
Services bancaires	45 599	1 880	542	54 340	19 736	122 097	114 181
Consommation discrétionnaire	15 745	8 447	784	2	464	25 442	25 713
Biens de consommation de base	5 026	6 844	513	–	1 022	13 405	13 213
Pétrole et gaz	7 198	10 883	1 547	–	1 969	21 597	20 462
Services financiers	25 307	21 633	3 243	116 252	18 961	185 396	174 544
Produits de financement	701	1 421	511	128	771	3 532	4 282
Produits forestiers	1 490	593	95	–	51	2 229	2 327
Administrations publiques	102 858	7 765	1 508	4 460	5 982	122 573	142 500
Produits industriels	7 459	8 333	585	1	644	17 022	16 192
Technologie de l'information	5 143	6 485	173	16	3 649	15 466	16 557
Placements	16 410	952	403	13	210	17 988	17 494
Mines et métaux	1 915	4 516	816	–	197	7 444	6 739
Travaux publics et infrastructure	1 895	1 769	463	–	181	4 308	4 326
Immobilier et autres	59 170	11 495	1 370	–	666	72 701	70 151
Autres services	24 718	10 617	888	–	1 152	37 375	38 656
Télécommunications et médias	9 404	9 324	151	–	1 741	20 620	20 134
Transport	6 008	5 875	2 225	–	1 574	15 682	15 337
Services publics	9 006	19 238	4 128	–	3 069	35 441	35 968
Autres secteurs	2 512	439	1	13	18 685	21 650	19 656
Total des prêts de gros	367 247 \$	146 751 \$	20 326 \$	175 225 \$	82 049 \$	791 598 \$	787 582 \$
Risque total (7)	753 458 \$	293 970 \$	20 399 \$	175 225 \$	82 049 \$	1 325 101 \$	1 314 240 \$
Par secteur géographique (8)							
Canada	532 143 \$	212 727 \$	9 636 \$	72 993 \$	35 196 \$	862 695 \$	851 118 \$
États-Unis	135 962	59 127	9 285	46 550	19 210	270 134	272 692
Europe	50 627	19 420	1 397	52 302	23 043	146 789	148 477
Autres pays	34 726	2 696	81	3 380	4 600	45 483	41 953
Risque total (7)	753 458 \$	293 970 \$	20 399 \$	175 225 \$	82 049 \$	1 325 101 \$	1 314 240 \$

- (1) L'ECD liée aux expositions standard est présentée déduction faite de la correction de valeur des actifs dépréciés, et l'ECD associée aux expositions fondées sur des notations internes est présentée avant déduction de la correction de valeur pour pertes de crédit et des sorties du bilan partielles, conformément aux définitions données dans la réglementation.
- (2) L'ECD associée au risque de contrepartie reflète le risque calculé après compensation. Dans le cas des mises en pension, les sûretés sont prises en compte dans l'ECD dans la mesure autorisée par les lignes directrices réglementaires.
- (3) L'ECD au titre des engagements de crédit inutilisés et d'autres montants hors bilan est présentée après application des facteurs de conversion du crédit.
- (4) Inclut les autres éléments hors bilan, telles les lettres de crédit et les garanties.
- (5) Inclut les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette.
- (6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties ainsi que les produits de protection contre les découverts.
- (7) Ne tient pas compte de la titrisation, des titres de participation du portefeuille bancaire ni des autres actifs qui ne sont pas assujettis à l'approche standard ou à celle fondée sur les notations internes.
- (8) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le risque de crédit total s'est accru de 11 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la croissance des prêts et acceptations, à l'incidence du change et à l'augmentation des dérivés, ce qui a été atténué par le recul des dépôts auprès de banques centrales.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a augmenté de 7 milliards de dollars, ou 1 %, ce qui est surtout attribuable à la croissance enregistrée par nos portefeuilles de prêts résidentiels garantis.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a monté de 4 milliards de dollars, ou 1 %, surtout en raison de l'incidence du change et de l'augmentation des dérivés ainsi que des prêts et acceptations, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la diminution des dépôts auprès de banques centrales.

Sur le plan géographique, notre risque de crédit est demeuré sensiblement le même qu'au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'est établi respectivement à 65 %, 21 %, 11 % et 3 % (respectivement à 65 %, 21 %, 11 % et 3 % au 31 janvier 2019).

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 janvier 2019
	30 avril 2019								
	Type d'actif				Type de client				
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	
Royaume-Uni	8 952 \$	16 429 \$	397 \$	1 814 \$	15 269 \$	4 084 \$	8 239 \$	27 592 \$	32 787 \$
Allemagne	1 667	7 515	1	350	5 014	2 651	1 868	9 533	7 886
France	932	9 267	8	349	1 386	8 229	941	10 556	11 261
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	11 551 \$	33 211 \$	406 \$	2 513 \$	21 669 \$	14 964 \$	11 048 \$	47 681 \$	51 934 \$
Irlande	773 \$	63 \$	458 \$	35 \$	624 \$	3 \$	702 \$	1 329 \$	1 174 \$
Italie	65	89	–	17	75	9	87	171	269
Portugal	–	2	9	–	10	1	–	11	44
Espagne	428	203	1	39	215	–	456	671	872
Total – pays périphériques	1 266 \$	357 \$	468 \$	91 \$	924 \$	13 \$	1 245 \$	2 182 \$	2 359 \$
Luxembourg (4)	2 030 \$	7 940 \$	65 \$	37 \$	1 513 \$	7 469 \$	1 090 \$	10 072 \$	10 121 \$
Pays-Bas (4)	617	903	52	228	894	1	905	1 800	1 852
Norvège	199	1 884	–	25	1 777	95	236	2 108	2 074
Suède	252	3 997	22	13	2 356	1 650	278	4 284	3 872
Suisse	487	4 629	188	200	628	4 406	470	5 504	6 242
Autres	1 900	1 985	133	330	1 279	1 169	1 900	4 348	3 679
Total – autres pays d'Europe	5 485 \$	21 338 \$	460 \$	833 \$	8 447 \$	14 790 \$	4 879 \$	28 116 \$	27 840 \$
Risque net lié à l'Europe (5)	18 302 \$	54 906 \$	1 334 \$	3 437 \$	31 040 \$	29 767 \$	17 172 \$	77 979 \$	82 133 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 134,9 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (114,8 milliards au 31 janvier 2019) et 9,7 milliards à l'égard des dérivés (10,7 milliards au 31 janvier 2019).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13,7 milliards de dollars (13,9 milliards au 31 janvier 2019), des dépôts de 24,7 milliards (33,7 milliards au 31 janvier 2019) et des titres comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 16,5 milliards (13,3 milliards au 31 janvier 2019).
- (4) Exclut un risque de 2,1 milliard de dollars (1,8 milliard au 31 janvier 2019) lié aux organismes supranationaux.
- (5) Reflète une tranche de 1,2 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,5 milliard au 31 janvier 2019).

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le risque de crédit net lié à l'Europe a diminué de 4,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la baisse du risque lié au Royaume-Uni, ce qui a été atténué par la hausse de celui lié à l'Allemagne.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de souscription reflètent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 14 millions de dollars pour le trimestre à l'étude. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts a été de 16 p.b., en hausse de 6 p.b. en regard du trimestre précédent.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2019					
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 542 \$	53 %	6 681 \$	47 %	14 223 \$	1 876 \$
Québec	12 575	39	19 883	61	32 458	3 622
Ontario	36 960	31	83 228	69	120 188	16 796
Alberta	20 407	54	17 236	46	37 643	6 526
Saskatchewan et Manitoba	8 877	50	8 709	50	17 586	2 442
Colombie-Britannique et territoires	14 969	30	34 727	70	49 696	8 375
Total – Canada (3)	101 330 \$	37 %	170 464 \$	63 %	271 794 \$	39 637 \$
États-Unis (4)	–	–	15 130	100	15 130	2 040
Autres pays (4)	7	–	3 205	100	3 212	1 421
Total – pays	7 \$	– %	18 335 \$	100 %	18 342 \$	3 461 \$
Total	101 337 \$	35 %	188 799 \$	65 %	290 136 \$	43 098 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2019					
	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur valeur nette	
	Assurés (1)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (2)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 575 \$	54 %	6 579 \$	46 %	14 154 \$	1 900 \$
Québec	12 777	40	19 387	60	32 164	3 644
Ontario	37 802	32	80 570	68	118 372	16 613
Alberta	20 490	55	17 010	45	37 500	6 619
Saskatchewan et Manitoba	8 950	51	8 593	49	17 543	2 475
Colombie-Britannique et territoires	15 274	31	33 946	69	49 220	8 302
Total – Canada (3)	102 868 \$	38 %	166 085 \$	62 %	268 953 \$	39 553 \$
États-Unis (4)	1	–	14 212	100	14 213	1 937
Autres pays (4)	7	–	3 139	100	3 146	1 443
Total – pays	8 \$	– %	17 351 \$	100 %	17 359 \$	3 380 \$
Total	102 876 \$	36 %	183 436 \$	64 %	286 312 \$	42 933 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (2) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (3) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 272 milliards de dollars (269 milliards au 31 janvier 2019) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 248 milliards (246 milliards au 31 janvier 2019) et des prêts hypothécaires commerciaux de 7 milliards (7 milliards au 31 janvier 2019), dont une tranche de 4 milliards (4 milliards au 31 janvier 2019) est garantie, tous dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 17 milliards (16 milliards au 31 janvier 2019) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.
- (4) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts à terme garantis par des prêts hypothécaires résidentiels.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2019, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens se chiffraient à 40 milliards de dollars (39 milliards au 31 janvier 2019). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 31 janvier 2019) sont garanties par un privilège de premier rang grevant la propriété, et seulement 7 % (7 % au 31 janvier 2019) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêts prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	30 avril 2019			31 janvier 2019		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	71 %	41 %	69 %	70 %	39 %	69 %
De 25 à 30 ans	23	59	25	23	61	25
De 30 à 35 ans	4	–	4	5	–	4
Plus de 35 ans	2	–	2	2	–	2
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2019		le 31 janvier 2019		le 30 avril 2019	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	72 %	75 %	74 %	74 %	73 %	74 %
Québec	71	73	71	73	71	73
Ontario	70	68	70	67	70	68
Alberta	72	71	72	71	72	71
Saskatchewan et Manitoba	74	74	74	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	67	64	66	64	67	64
États-Unis	73	n.s.	74	n.s.	74	n.s.
Autres pays	71	n.s.	71	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (4), (5)	70 %	68 %	70 %	68 %	70 %	68 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	57 %	50 %	56 %	50 %	57 %	50 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Dotation à la provision pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 31 janvier 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	385 \$	347 \$	306 \$	732 \$	618 \$
Gestion de patrimoine	30	26	(20)	56	(22)
Marchés des Capitaux	27	143	(9)	170	16
Services de soutien généraux et autres	(1)	–	1	(1)	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	441 \$	516 \$	278 \$	957 \$	612 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – autres actifs financiers	(15)	(2)	(4)	(17)	(4)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	426 \$	514 \$	274 \$	940 \$	608 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	30 \$	33 \$	26 \$	63 \$	46 \$
Prêts de gros	(24)	60	(46)	36	(57)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	6 \$	93 \$	(20) \$	99 \$	(11) \$
Prêts de détail	258 \$	269 \$	259 \$	527 \$	504 \$
Prêts de gros	177	154	39	331	119
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	435 \$	423 \$	298 \$	858 \$	623 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit – prêts	441 \$	516 \$	278 \$	957 \$	612 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,34 %	0,20 %	0,32 %	0,22 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,29 %	0,28 %	0,22 %	0,28 %	0,23 %

Information supplémentaire par secteur géographique (1)

Canada					
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	10 \$	7 \$	16 \$	17 \$
Prêts aux particuliers	116	121	107	237	220
Prêts sur cartes de crédit	122	116	119	238	226
Prêts aux petites entreprises	9	5	8	14	15
Prêts de détail	253	252	241	505	478
Prêts de gros	113	41	21	154	55
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	366 \$	293 \$	262 \$	659 \$	533 \$
États-Unis					
Prêts de détail	1 \$	2 \$	1 \$	3 \$	2 \$
Prêts de gros	48	110	1	158	23
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	49 \$	112 \$	2 \$	161 \$	25 \$
Autres pays					
Prêts de détail	4 \$	15 \$	17 \$	19 \$	24 \$
Prêts de gros	16	3	17	19	41
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	20 \$	18 \$	34 \$	38 \$	65 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	435 \$	423 \$	298 \$	858 \$	623 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 426 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 441 millions de dollars, ayant augmenté de 163 millions, ou 59 %, sur un an en raison de la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 29 p.b., soit une augmentation de 9 p.b. en raison surtout de la hausse des prêts douteux dans quelques secteurs des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 6 millions de dollars, contre (20) millions l'exercice précédent, découle principalement des dotations plus importantes du secteur Gestion de patrimoine, ce qui a été neutralisé en partie par le recul de celles du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 435 millions de dollars, a dépassé de 137 millions celle inscrite un an plus tôt en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 79 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts

douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens relativement à quelques comptes, ce qui a été atténué par la diminution des dotations inscrites à l'égard des prêts productifs.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 50 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 34 millions de dollars par rapport à (21) millions à l'exercice précédent en raison de la hausse des remboursements et des arrivées à échéance dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) à l'exercice précédent. La hausse de la dotation liée aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et des recouvrements plus élevés à l'exercice précédent ont également contribué à l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 36 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts douteux qui ont été constatées à l'égard de quelques comptes.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 441 millions de dollars, ayant fléchi de 75 millions, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la baisse des dotations du secteur Marchés des Capitaux, ce qui a été neutralisé en partie par la hausse de celles du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 29 p.b., pour une amélioration de 5 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 6 millions de dollars, contre 93 millions le trimestre précédent, a résulté principalement de la baisse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, diminution imputable en grande partie à l'évolution favorable de certaines variables macroéconomiques comparativement au trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 435 millions de dollars, a augmenté de 12 millions en regard du premier trimestre en raison surtout de la hausse des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, ce qui a été atténué par la baisse de celles du secteur Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 38 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens relativement à quelques comptes. Ce facteur a été annulé en partie par la diminution des dotations inscrites à l'égard des prêts productifs dans ces mêmes portefeuilles, tel qu'il a été précisé ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 116 millions de dollars, ce qui reflète principalement le recul des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est décrit ci-dessus, et le fait que le montant des dotations liées aux prêts douteux avait été plus élevé au trimestre précédent en raison d'un compte du secteur des services publics.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a été de 940 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est chiffrée à 957 millions de dollars, ayant augmenté de 345 millions, ou 56 %, sur un an en raison surtout de la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 32 p.b., ayant augmenté de 10 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs qui a totalisé 99 millions de dollars, contre (11) millions l'exercice précédent, a résulté principalement des dotations plus importantes des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, en raison surtout de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques en regard d'un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux, soit 858 millions de dollars, a dépassé de 235 millions celle inscrite un an plus tôt, ce qui est essentiellement imputable à la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accrue de 114 millions de dollars, ce qui rend surtout compte de la hausse des dotations constatées à l'égard des prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, et ce, surtout en lien avec quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 78 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 56 millions de dollars par rapport à (28) millions à l'exercice précédent en raison de la hausse des remboursements et des arrivées à échéance dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice à l'étude reflètent également l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques en regard d'un an plus tôt. La hausse de la dotation liée aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) et des recouvrements plus élevés à l'exercice précédent ont également contribué à l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 154 millions de dollars, ce qui reflète principalement la hausse des dotations liées aux prêts douteux en raison d'un compte du secteur des services publics et l'augmentation des dotations liées aux prêts productifs, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 786 \$	1 653 \$	1 755 \$
Gestion de patrimoine	243	223	228
Marchés des Capitaux	1 013	906	672
Services de soutien généraux et autres	–	–	–
Total du montant brut des prêts douteux	3 042 \$	2 782 \$	2 655 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	763 \$	749 \$	722 \$
Prêts de gros	630	407	527
Montant brut des prêts douteux	1 393	1 156	1 249
États-Unis (1)			
Prêts de détail	31 \$	30 \$	37 \$
Prêts de gros	969	949	497
Montant brut des prêts douteux	1 000	979	534
Autres pays (1)			
Prêts de détail	324 \$	331 \$	343 \$
Prêts de gros	325	316	529
Montant brut des prêts douteux	649	647	872
Total du montant brut des prêts douteux	3 042 \$	2 782 \$	2 655 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 782 \$	2 183 \$	2 527 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (2)	1 162	1 133	594
Remboursements nets (2)	(129)	(99)	(133)
Montants sortis du bilan	(501)	(377)	(346)
Autres (2), (3)	(272)	(58)	13
Prêts douteux, solde à la fin de la période	3 042 \$	2 782 \$	2 655 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,49 %	0,46 %	0,47 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,40 %	0,37 %	0,41 %
Services bancaires canadiens	0,29 %	0,26 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	6,23 %	6,54 %	6,63 %
Gestion de patrimoine	0,38 %	0,37 %	0,41 %
Marchés des Capitaux	0,99 %	0,90 %	0,80 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux Remboursements nets, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux Remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus, aux écarts de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(3) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le total du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 3 042 millions de dollars, ayant augmenté de 387 millions, ou 15 %, par rapport à il y a un an, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 49 p.b., s'est accru de 2 p.b., ce qui rend essentiellement compte de l'accroissement des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est alourdi de 31 millions de dollars, ou 2 %, du fait surtout de l'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, contrebalancée en partie par la baisse des prêts douteux dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 15 millions de dollars, ou 7 %, ce qui reflète surtout la hausse des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 341 millions de dollars, ou 51 %, en raison essentiellement d'un compte dans le secteur des services publics.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 260 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux, à savoir 49 p.b., s'est accru de 3 p.b.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a monté de 133 millions de dollars, ou 8 %, et ce, surtout dans les portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, ce qui est essentiellement imputable à la hausse des prêts douteux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 20 millions de dollars, ou 9 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'accroissement des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a augmenté de 107 millions de dollars, ou 12 %, par suite principalement de l'augmentation des prêts douteux dans le secteur du pétrole et gaz, ce qui a été atténué par les ventes.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 692 \$	2 604 \$	2 478 \$
Gestion de patrimoine	218	202	197
Marchés des Capitaux	378	464	353
Services de soutien généraux et autres	2	3	2
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	3 290 \$	3 273 \$	3 030 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers	56	69	104
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	3 346 \$	3 342 \$	3 134 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	1 818 \$	1 785 \$	1 678 \$
Prêts de gros	677	693	564
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	2 495 \$	2 478 \$	2 242 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	795	795	788
Information supplémentaire par secteur géographique (1)			
Canada			
Prêts de détail	169 \$	176 \$	152 \$
Prêts de gros	192	111	141
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	361 \$	287 \$	293 \$
États-Unis			
Prêts de détail	– \$	2 \$	2 \$
Prêts de gros	141	226	137
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	141 \$	228 \$	139 \$
Autres pays			
Prêts de détail	169 \$	169 \$	171 \$
Prêts de gros	124	111	185
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	293 \$	280 \$	356 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	795 \$	795 \$	788 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 346 millions de dollars, en hausse de 212 millions, ou 7 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui reflète une augmentation de 260 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts, laquelle a été contrebalancée en partie par une baisse de 48 millions de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 495 millions de dollars, s'est accrue de 253 millions par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui a découlé de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, ce qui a résulté principalement de la croissance des volumes et de l'évolution défavorable de certaines variables macroéconomiques en regard d'il y a un an.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 795 millions de dollars a augmenté de 7 millions sur un an à cause surtout de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, laquelle a été annulée en grande partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers a fléchi de 48 millions de dollars, et ce, en raison surtout de la restructuration de titres à la Barbade au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est établi à 3 346 millions de dollars, n'ayant que peu changé en regard du trimestre précédent.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs, d'un montant de 2 495 millions de dollars, a dépassé de 17 millions celle du trimestre précédent, hausse qui témoigne surtout de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Ce facteur a été compensé en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Marchés des Capitaux.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 795 millions de dollars est demeurée stable par rapport au trimestre précédent puisque la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été annulée par le recul de celle du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2018. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (« VAR ») et la valeur à risque en périodes de tensions (« VAR en période de tensions »).

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de produits bancaires traditionnels. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, nous évaluons deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2018. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2018.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2019				31 janvier 2019		30 avril 2018	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	14 \$	15 \$	21 \$	12 \$	20 \$	22 \$	9 \$	15 \$
Change	4	4	5	3	4	6	5	4
Marchandises	1	1	2	1	2	3	2	1
Taux d'intérêt (1)	15	13	17	11	14	16	16	21
Risque de crédit spécifique (2)	5	5	6	5	5	5	5	5
Effet de diversification (3)	(21)	(18)	n.s.	n.s.	(15)	(18)	(17)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché	18 \$	20 \$	27 \$	15 \$	30 \$	34 \$	20 \$	28 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	86 \$	96 \$	111 \$	82 \$	113 \$	123 \$	61 \$	97 \$

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2019				30 avril 2018	
	Pour le semestre clos à cette date				Pour le semestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	14 \$	18 \$	30 \$	12 \$	9 \$	15 \$
Change	4	5	13	3	5	3
Marchandises	1	2	4	1	2	2
Taux d'intérêt (1)	15	15	19	11	16	19
Risque de crédit spécifique (2)	5	5	6	5	5	5
Effet de diversification (3)	(21)	(18)	n.s.	n.s.	(17)	(18)
VAR liée à la gestion du risque de marché	18 \$	27 \$	45 \$	15 \$	20 \$	26 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	86 \$	110 \$	161 \$	79 \$	61 \$	89 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 20 millions de dollars, en baisse de 8 millions par rapport à il y a un an, ce qui reflète la diminution relative des placements dans l'ensemble des portefeuilles de titres à revenu fixe et la diminution de la volatilité du marché au cours du trimestre à l'étude.

La moyenne de la VAR en période de tensions est restée stable à 96 millions de dollars, mais sa variabilité a diminué au cours du trimestre en raison de la volatilité réduite sur le marché.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

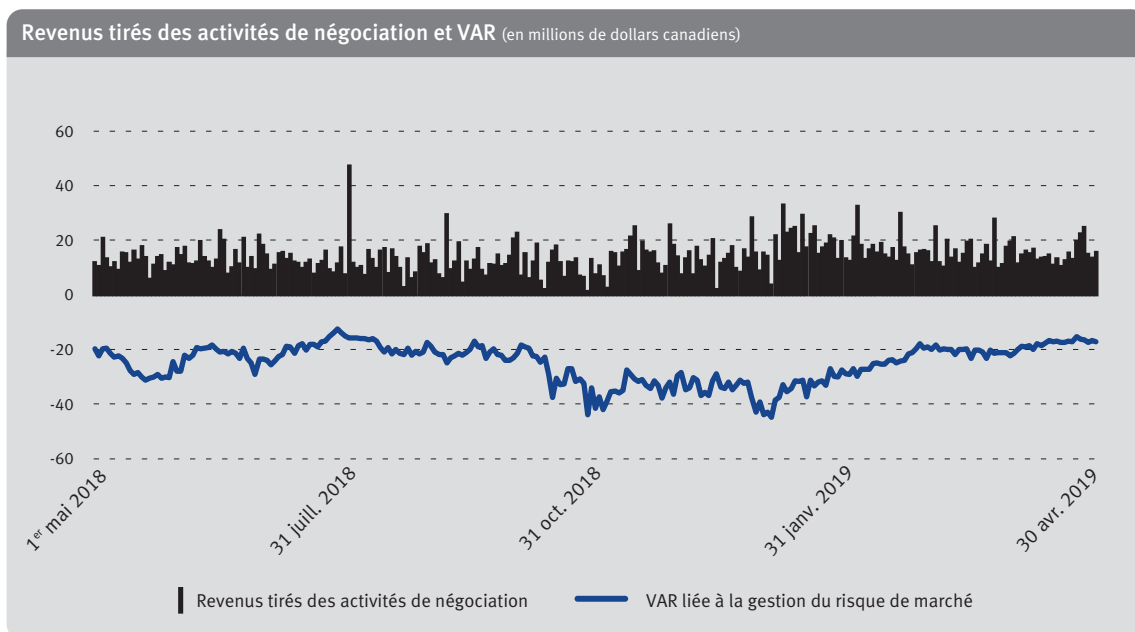
La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 20 millions de dollars, en baisse de 14 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 96 millions de dollars, en baisse de 27 millions par rapport au trimestre précédent, les marchés boursiers ayant rebondi à la suite de la volatilité subie au premier trimestre de 2019. En outre, les placements de l'ensemble des portefeuilles de titres à revenu fixe ont été gérés à des niveaux inférieurs pendant le trimestre à l'étude.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché est restée stable à 27 millions de dollars, l'incidence de la forte volatilité des marchés boursiers au premier trimestre de 2019 par rapport au deuxième trimestre de 2018 ayant été équilibrée par l'augmentation des placements des portefeuilles de titres à revenu fixe pour l'ensemble du deuxième trimestre de 2019.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 110 millions de dollars, en hausse de 21 millions sur un an, ce qui a résulté essentiellement de la croissance de certains portefeuilles de titres à revenu fixe au premier trimestre.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 30 avril 2019 et le 31 janvier 2019.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans les revenus de placement compris dans le total des revenus à l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2019, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 11,0 milliards de dollars, en hausse par rapport à 10,5 milliards au trimestre précédent, et les actifs à l'appui des passifs se situaient à 9,3 milliards, en hausse par rapport à 8,6 milliards au trimestre précédent.

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur notre bilan structurel d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en presumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux planchers sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et des mesures prises par la direction.

	30 avril 2019						31 janvier 2019		30 avril 2018	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (2)	Total				
(en millions de dollars canadiens)										
Incidence avant impôt d'une : augmentation des taux de 100 p.b.	(1 047)\$	(65)\$	(1 112)\$	348 \$	121 \$	469 \$	(1 019)\$	487 \$	(1 086)\$	555 \$
diminution des taux de 100 p.b.	909	(404)	505	(461)	(151)	(612)	549	(617)	669	(656)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 30 avril 2019, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 612 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse par rapport à 617 millions au trimestre précédent. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. au 30 avril 2019 aurait eu une incidence négative de 1 112 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en hausse par rapport à 1 019 millions au trimestre précédent. La sensibilité, d'un trimestre à l'autre, du revenu net d'intérêt au choc constituant une diminution de 100 p.b. a été stable, tandis que la faible augmentation du risque lié à la valeur économique des capitaux propres s'explique par une croissance des actifs à taux fixe. Au deuxième trimestre de 2019, le risque lié au revenu net d'intérêt et celui lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global que nous détenons s'établissaient à 54,9 milliards de dollars au 30 avril 2019, comparativement à 51,9 milliards au trimestre précédent. Cette hausse d'un trimestre à l'autre est principalement attribuable à l'accroissement des titres d'emprunt des sociétés attribuables aux activités commerciales. Nous détenons des titres d'emprunt comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global principalement à des fins de placement, ainsi que de gestion du risque de liquidité et de couverture du risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Notre portefeuille de titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global était sensible aux fluctuations des taux d'intérêt, les autres éléments du résultat global pourraient ainsi subir l'incidence d'une variation de valeur avant impôt de 7 millions de dollars au 30 avril 2019, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 22 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement d'un point de base des écarts de taux. La valeur des titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 30 avril 2019 s'établissait à 7,9 milliards de dollars, en hausse par rapport à 6,0 milliards au trimestre précédent. Nos titres de placement comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprenaient également des positions en capitaux propres de 0,5 milliard de dollars au 30 avril 2019, contre 0,5 milliard au trimestre précédent.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 2,4 milliards de dollars au 30 avril 2019, en baisse par rapport à 2,5 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,2 milliards au 30 avril 2019, en hausse par rapport à 2,1 milliards au trimestre précédent.

Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés utilisés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée et s'établissant à 0,9 milliard de dollars au 30 avril 2019, en baisse par rapport à 1,0 milliard au 31 janvier 2019, ainsi que des passifs dérivés de 1,8 milliard au 30 avril 2019, en hausse par rapport à 1,6 milliard au trimestre précédent. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer nos titres de placement et notre risque lié au taux d'intérêt structurel. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux swaps désignés comme couvertures des flux de trésorerie, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant

d'une augmentation parallèle d'un point de base des rendements, s'élevait à 7 millions de dollars au 30 avril 2019, ce qui correspond au même montant qu'au 31 janvier 2019.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt et des swaps de taux d'intérêt correspondants sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de participation dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Les actifs et passifs dérivés liés aux activités autres que de négociation comprennent également des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée, tous utilisés afin de gérer les risques liés aux dérivés non détenus à des fins de transaction. Les variations de la juste valeur de ces derniers sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. Les actifs dérivés s'établissaient à 1,5 milliard de dollars au 30 avril 2019, inchangés par rapport à 1,5 milliard au 31 janvier 2019, et les passifs dérivés se chiffraient à 0,4 milliard au 30 avril 2019, en diminution par rapport à 0,5 milliard au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la valeur moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison des activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Nous sommes également considérablement exposés à la livre sterling et à l'euro, du fait de nos activités dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait accroître ou contracter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 30 avril 2019			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	33 041 \$	– \$	33 041 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	26 718	12 865	13 853	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	138 916	129 593	9 323	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	102 075	–	102 075	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 520	239 657	69 863	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	407 222	7 770	399 452	Taux d'intérêt
Prêts de gros	198 263	9 236	189 027	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 093)	–	(3 093)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 561	–	1 561	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	84 812	82 402	2 410	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	73 905	2 892	71 013	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	5 936			
Total de l'actif	1 378 876 \$	484 415 \$	888 525 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	864 101 \$	93 813 \$	770 288 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 561	–	1 561	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 049	34 049	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	223 980	218 288	5 692	Taux d'intérêt
Dérivés	82 168	79 957	2 211	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	76 895	8 814	68 081	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 360	–	9 360	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	4 816			
Total du passif	1 296 930 \$	434 921 \$	857 193 \$	
Total des capitaux propres	81 946 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 378 876 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 5 936 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 4 816 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2019			Risque principal associé aux activités autres que de négociation
	Évaluation du risque de marché			
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	40 033 \$	– \$	40 033 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 653	22 859	15 794	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	138 173	129 595	8 578	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	97 659	–	97 659	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	297 660	223 953	73 707	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	401 767	7 112	394 655	Taux d'intérêt
Prêts de gros	191 114	8 778	182 336	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 061)	–	(3 061)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	1 443	–	1 443	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	84 816	82 307	2 509	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	71 692	2 439	69 253	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	6 258			
Total de l'actif	1 366 207 \$	477 043 \$	882 906 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	852 564 \$	96 229 \$	756 335 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	1 443	–	1 443	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 242	33 242	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	224 529	218 297	6 232	Taux d'intérêt
Dérivés	81 766	79 647	2 119	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	78 383	7 887	70 496	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	9 255	–	9 255	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	4 375			
Total du passif	1 285 557 \$	435 302 \$	845 880 \$	
Total des capitaux propres	80 650 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 366 207 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions et les simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent un montant de 6 258 millions de dollars au titre des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 4 375 millions de dollars.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2018.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs liquides non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 30 avril 2019				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	33 041 \$	– \$	33 041 \$	2 758 \$	30 283 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	26 718	–	26 718	335	26 383
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	193 628	291 472	485 100	329 956	155 144
Autres titres	89 309	129 715	219 024	97 427	121 597
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	11 217	–	11 217	–	11 217
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	102 507	–	102 507	–	102 507
Autres actifs liquides (4)	19 466	–	19 466	19 072	394
Total des actifs liquides	475 886 \$	421 187 \$	897 073 \$	449 548 \$	447 525 \$

	Au 31 janvier 2019				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et montants à recevoir de banques	40 033 \$	– \$	40 033 \$	2 585 \$	37 448 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	38 653	–	38 653	328	38 325
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	196 493	277 661	474 154	329 626	144 528
Autres titres	79 484	120 017	199 501	84 522	114 979
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (2)	10 722	–	10 722	–	10 722
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (3)	95 157	–	95 157	–	95 157
Autres actifs liquides (4)	18 498	–	18 498	18 137	361
Total des actifs liquides	479 040 \$	397 678 \$	876 718 \$	435 198 \$	441 520 \$

	Aux	
	30 avril 2019	31 janvier 2019
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	215 759 \$	201 440 \$
Succursales à l'étranger	73 112	81 969
Filiales	158 654	158 111
Total des actifs liquides non grevés	447 525 \$	441 520 \$

- (1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (2) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la FRBNY afin de déterminer la valeur de la garantie ou la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est tributaire du respect des exigences établies par la FRBNY. En outre, il est entendu que les emprunts sont rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (3) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Ce programme n'est pas considéré comme une source de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourrait, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché. Le solde comprend également nos prêts hypothécaires non grevés admissibles en tant que garanties auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).
- (4) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients, alors que les portefeuilles d'actifs liquides s'ajustent aux fluctuations des soldes de trésorerie, mais elle dépend aussi de l'activité des marchés des capitaux; en effet, les stratégies d'entreprises et les entrées-sorties de clients peuvent également modifier l'ajout ou la soustraction d'actifs liquides utilisés dans le calcul global de la réserve de liquidités. La réserve de liquidités est également tributaire de la Trésorerie générale puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

Le total des actifs liquides s'est accru de 20 milliards de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la hausse des titres reçus en garantie aux termes de transactions sur swaps de garantie, ainsi que de la progression des autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte. Cette progression a résulté de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels admissibles aux termes du programme d'aide d'urgence et auprès de FHLB. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution de la trésorerie et des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte des activités de gestion de la trésorerie. L'augmentation des garanties obtenues a cependant été annulée par une hausse correspondante des garanties accordées en lien avec des actifs liquides grevés en raison de transactions de swaps de garantie.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 30 avril 2019, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 28 % du total des actifs (29 % au 31 janvier 2019).

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2019					31 janvier 2019				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et montants à recevoir de banques	- \$	2 758 \$	30 283 \$	- \$	33 041 \$	- \$	2 585 \$	37 448 \$	- \$	40 033 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	-	335	26 383	-	26 718	-	328	38 325	-	38 653
Titres										
Titres détenus à des fins de négociation	42 029	-	94 404	2 483	138 916	40 659	-	94 912	2 602	138 173
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	15 169	-	86 843	63	102 075	14 047	-	83 550	62	97 659
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (4)	390 172	22 357	42 917	7 334	462 780	379 112	22 633	35 373	9 041	446 159
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	30 512	-	37 203	-	67 715	30 494	-	37 069	-	67 563
Prêts hypothécaires	41 021	-	17 284	164 116	222 421	44 961	-	14 400	159 388	218 749
Prêts autres qu'hypothécaires	7 351	-	62 032	47 703	117 086	9 251	-	58 701	47 503	115 455
Prêts de gros	-	-	34 994	163 269	198 263	-	-	33 302	157 812	191 114
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(3 093)	(3 093)	-	-	-	(3 061)	(3 061)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	1 561	1 561	-	-	-	1 443	1 443
Autres										
Dérivés	-	-	-	84 812	84 812	-	-	-	84 816	84 816
Autres (5)	19 072	-	394	60 375	79 841	18 137	-	361	59 452	77 950
Total de l'actif	545 326 \$	25 450 \$	432 737 \$	528 623 \$	1 532 136 \$	536 661 \$	25 546 \$	433 441 \$	519 058 \$	1 514 706 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et de l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Représente également nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garanties auprès d'une FHLB. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la FRBNY. Le programme d'aide d'urgence, les FHLB et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 22,4 milliards de dollars (22,6 milliards au 31 janvier 2019) reçues dans le cadre de conventions de revente qui ne peuvent pas être redonnées en gage dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2019, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, s'établissaient à 571 milliards de dollars, ou 51 % du total du financement (551 milliards, ou 49 %, au 31 janvier 2019). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Le 18 avril 2018, le ministère des Finances a publié ses règlements sur la recapitalisation interne en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (SADC) et de la *Loi sur les banques*, qui sont entrés en vigueur le 23 septembre 2018. La dette à long terme de premier rang émise avant par la Banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner à la SADC de convertir une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2019, la valeur notionnelle de la dette à long terme émise et en circulation assujettie à la conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 8 533 millions de dollars (6 115 millions au 31 janvier 2019).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

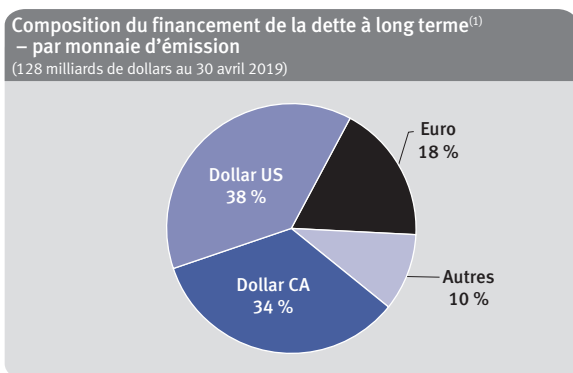
Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

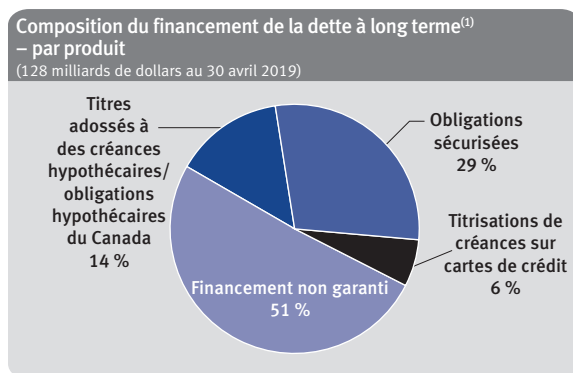
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> • Prospectus préalable de base aux États-Unis – 40 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US • Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros • Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Le tableau ci-après montre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2019							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	6 925 \$	569 \$	188 \$	60 \$	7 742 \$	– \$	– \$	7 742 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 906	11 110	16 878	19 719	53 613	–	134	53 747
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	2 081	4 660	5 056	4 176	15 973	–	–	15 973
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	1 375	4 043	2 865	11 113	19 396	26 363	24 165	69 924
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	94	327	446	1 640	2 507	2 382	4 668	9 557
Titrisation de prêts hypothécaires	–	514	587	2 317	3 418	2 119	11 928	17 465
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	–	1 503	3 991	6 353	11 847	11 773	21 402	45 022
Passif subordonné	–	1 000	102	2 000	3 102	2 500	3 847	9 449
Autres ⁽⁷⁾	9 796	3 310	1 221	803	15 130	156	9 968	25 254
Total	26 177 \$	27 036 \$	31 334 \$	48 181 \$	132 728 \$	45 293 \$	76 112 \$	254 133 \$
Comprend :								
– Financement garanti	10 777 \$	8 353 \$	10 706 \$	12 846 \$	42 682 \$	13 892 \$	33 331 \$	89 905 \$
– Financement non garanti	15 400	18 683	20 628	35 335	90 046	31 401	42 781	164 228

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2019							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	4 141 \$	29 \$	709 \$	– \$	4 879 \$	– \$	– \$	4 879 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 461	16 769	16 232	15 804	54 266	66	131	54 463
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	2 029	3 160	6 183	4 702	16 074	–	–	16 074
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	121	7 400	6 180	4 282	17 983	25 540	31 213	74 736
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	65	275	450	1 759	2 549	1 511	5 514	9 574
Titrisation de prêts hypothécaires	–	527	513	1 109	2 149	3 660	11 597	17 406
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs ⁽⁶⁾	1 313	3 338	1 503	3 932	10 086	12 167	26 836	49 089
Passif subordonné	–	–	1 000	2 095	3 095	2 499	3 798	9 392
Autres ⁽⁷⁾	9 373	2 810	3 189	1 855	17 227	157	9 065	26 449
Total	22 503 \$	34 308 \$	35 959 \$	35 538 \$	128 308 \$	45 600 \$	88 154 \$	262 062 \$
Comprend :								
– Financement garanti	11 764 \$	8 945 \$	10 169 \$	10 794 \$	41 672 \$	15 827 \$	38 433 \$	95 932 \$
– Financement non garanti	10 739	25 363	25 790	24 744	86 636	29 773	49 721	166 130

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 8 094 millions de dollars (8 240 millions au 31 janvier 2019), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 999 millions (4 176 millions au 31 janvier 2019), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 9 811 millions (8 910 millions au 31 janvier 2019) et des avances de FHLB (garanties) de 3 350 millions (5 123 millions au 31 janvier 2019).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2018.

Notations ⁽¹⁾

	Au 22 mai 2019			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante ⁽²⁾	Dettes à long terme de premier rang ⁽³⁾	Perspective
Moody's	P-1	Aa2	A2	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	AA	stable
DBRS	R-1 (élevée)	AA	AA (faible)	positive

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente, ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.

(3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

	Aux					
	30 avril 2019			31 janvier 2019		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	211 \$	70 \$	181 \$	179 \$	63 \$	150 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	187	179	—	185	176	—

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2019		le 31 janvier 2019	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité	s.o.	224 088 \$	s.o.	221 751 \$
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> ⁽³⁾	258 262 \$	19 749	257 222 \$	19 754
<i>Dépôts moins stables</i>	86 823	2 605	85 262	2 558
<i>Dépôts moins stables</i>	171 439	17 144	171 960	17 196
Financement de gros non garanti, dont :	294 733	137 808	291 119	132 359
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> ⁽⁴⁾	125 681	29 919	127 648	30 410
<i>Dépôts non opérationnels</i>	142 231	81 068	141 227	79 705
<i>Dettes non garanties</i>	26 821	26 821	22 244	22 244
Financement de gros garanti	s.o.	35 654	s.o.	33 728
Exigences supplémentaires, dont :	268 282	83 091	269 708	80 563
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	63 802	44 671	64 633	44 379
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	6 884	6 884	4 532	4 532
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	197 596	31 536	200 543	31 652
Autres obligations de financement contractuelles ⁽⁵⁾	19 547	19 547	19 966	19 966
Autres obligations de financement conditionnelles ⁽⁶⁾	431 700	7 714	427 209	7 601
Total des sorties de trésorerie	s.o.	303 563 \$	s.o.	293 971 \$
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	302 587 \$	59 777 \$	279 932 \$	54 853 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	13 763	9 444	13 697	9 631
Autres entrées de trésorerie	57 747	57 747	56 739	56 739
Total des entrées de trésorerie	s.o.	126 968 \$	s.o.	121 223 \$
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		224 088 \$		221 751 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		176 595		172 748
Ratio de liquidité à court terme		127 %		128 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2019 correspond à une moyenne de 61 positions quotidiennes.

(2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.

(4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

s.o. sans objet

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 83 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2019 s'est établie à 127 %, contre 128 % au trimestre précédent, ce qui correspond à un excédent d'environ 47 milliards de dollars. Le ratio de liquidité à court terme est sensiblement le même que celui du trimestre précédent puisque nous avons continué de gérer la croissance du bilan et d'optimiser notre position de liquidité.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2019									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	57 442 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 314 \$	59 759 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	91 020	98	–	22	13	85	64	8 010	39 604	138 916
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 745	5 373	2 819	2 589	4 104	12 080	29 869	42 989	507	102 075
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	179 752	74 419	25 129	11 132	8 921	608	–	–	9 559	309 520
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	23 935	20 676	25 332	25 340	30 879	121 194	218 327	49 019	87 690	602 392
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 415	5 666	11	2	5	–	–	–	(26)	16 073
Dérivés	3 857	6 165	3 555	5 185	3 127	9 156	15 699	38 067	1	84 812
Autres actifs financiers	25 014	1 287	611	390	75	149	264	1 814	2 226	31 830
Total des actifs financiers	393 180 \$	113 687 \$	57 457 \$	44 660 \$	47 124 \$	143 272 \$	264 223 \$	139 899 \$	141 875 \$	1 345 377 \$
Autres actifs non financiers	2 080	1 352	35	1 014	333	1 503	1 482	1 468	24 232	33 499
Total de l'actif	395 260 \$	115 039 \$	57 492 \$	45 674 \$	47 457 \$	144 775 \$	265 705 \$	141 367 \$	166 107 \$	1 378 876 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	56 402 \$	40 044 \$	43 148 \$	33 069 \$	37 624 \$	37 183 \$	50 801 \$	16 205 \$	451 183 \$	765 659 \$
Emprunts garantis	2 689	6 277	7 458	4 043	5 420	6 827	21 373	6 432	–	60 519
Obligations sécurisées	–	1 505	3 048	–	4 851	12 515	12 265	3 739	–	37 923
Autres										
Acceptations	10 406	5 666	11	2	5	–	–	–	9	16 099
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 049	–	–	–	–	–	–	–	–	34 049
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	191 135	21 020	3 928	74	49	501	–	–	7 273	223 980
Dérivés	3 968	5 859	3 842	4 412	2 476	9 118	15 247	37 242	4	82 168
Autres passifs financiers	26 724	2 180	1 798	319	433	220	684	7 664	885	40 907
Débitures subordonnées	–	–	102	–	–	–	321	8 937	–	9 360
Total des passifs financiers	325 373 \$	82 551 \$	63 335 \$	41 919 \$	50 858 \$	66 364 \$	100 691 \$	80 219 \$	459 354 \$	1 270 664 \$
Autres passifs non financiers	1 117	944	81	3 304	285	713	765	10 600	8 457	26 266
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	81 946	81 946
Total du passif et des capitaux propres	326 490 \$	83 495 \$	63 416 \$	45 223 \$	51 143 \$	67 077 \$	101 456 \$	90 819 \$	549 757 \$	1 378 876 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	528 \$	2 421 \$	1 957 \$	3 023 \$	2 086 \$	1 144 \$	5 898 \$	62 \$	57 \$	17 176 \$
Engagements en vertu de baux	69	136	200	195	192	716	1 561	3 044	–	6 113
Engagements de crédit	2 460	5 004	7 629	9 382	14 389	37 045	165 072	18 321	2 608	261 910
Autres engagements liés au crédit	842	1 170	1 130	1 425	1 539	357	669	121	101 324	108 577
Autres engagements	98	–	–	–	–	–	–	–	482	580
Total des éléments hors bilan	3 997 \$	8 731 \$	10 916 \$	14 025 \$	18 206 \$	39 262 \$	173 200 \$	21 548 \$	104 471 \$	394 356 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 31 janvier 2019										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques Titres	76 344 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 339 \$	78 686 \$
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 872	19	53	–	21	50	70	7 411	33 677	138 173
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	1 868	3 935	3 110	2 556	2 530	13 199	29 140	40 827	494	97 659
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	179 266	64 013	21 311	10 609	13 659	610	–	–	8 192	297 660
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	20 699	16 596	26 144	23 958	27 730	124 862	215 764	47 888	86 179	589 820
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 152	5 605	17	–	2	5	–	–	(31)	16 750
Dérivés	5 056	6 624	4 549	2 586	4 634	9 269	16 174	35 920	4	84 816
Autres actifs financiers	23 621	1 139	682	60	197	117	243	1 765	2 148	29 972
Total des actifs financiers	414 878 \$	97 934 \$	55 866 \$	39 769 \$	48 773 \$	148 112 \$	261 391 \$	133 811 \$	133 002 \$	1 333 536 \$
Autres actifs non financiers	2 129	1 300	416	493	627	1 142	1 291	1 402	23 871	32 671
Total de l'actif	417 007 \$	99 234 \$	56 282 \$	40 262 \$	49 400 \$	149 254 \$	262 682 \$	135 213 \$	156 873 \$	1 366 207 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	51 080 \$	46 688 \$	39 785 \$	36 807 \$	30 939 \$	38 178 \$	53 336 \$	14 950 \$	437 877 \$	749 640 \$
Emprunts garantis	3 608	6 400	7 080	6 053	2 659	9 648	21 529	5 961	–	62 938
Obligations sécurisées	–	2 599	1 509	3 004	–	11 988	17 331	3 555	–	39 986
Autres										
Acceptations	11 149	5 605	16	2	–	6	–	–	3	16 781
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 242	–	–	–	–	–	–	–	–	33 242
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	183 875	29 749	2 892	159	–	496	–	–	7 358	224 529
Dérivés	5 450	6 902	4 535	3 041	3 811	7 960	14 816	35 244	7	81 766
Autres passifs financiers	27 942	2 000	2 543	1 435	371	162	588	6 894	810	42 745
Débitures subordonnées	–	–	–	102	–	–	317	8 836	–	9 255
Total des passifs financiers	316 346 \$	99 943 \$	58 360 \$	50 603 \$	37 780 \$	68 438 \$	107 917 \$	75 440 \$	446 055 \$	1 260 882 \$
Autres passifs non financiers	1 156	847	191	902	1 957	643	768	10 043	8 168	24 675
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	80 650	80 650
Total du passif et des capitaux propres	317 502 \$	100 790 \$	58 551 \$	51 505 \$	39 737 \$	69 081 \$	108 685 \$	85 483 \$	534 873 \$	1 366 207 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	291 \$	1 450 \$	2 598 \$	1 933 \$	3 074 \$	1 506 \$	4 764 \$	713 \$	51 \$	16 380 \$
Engagements en vertu de baux	66	131	200	199	191	724	1 558	2 820	–	5 889
Engagements de crédit (3)	1 372	5 036	8 245	10 037	15 554	35 718	172 094	14 821	2 224	265 101
Autres engagements liés au crédit	574	1 047	1 477	1 098	1 425	494	699	114	102 298	109 226
Autres engagements	23	–	–	–	–	–	–	–	527	550
Total des éléments hors bilan (3)	2 326 \$	7 664 \$	12 520 \$	13 267 \$	20 244 \$	38 442 \$	179 115 \$	18 468 \$	105 100 \$	397 146 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la section Profil des dépôts et du financement plus haut.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires et de nous y préparer, ainsi que les réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion des fonds propres, se reporter à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, le BSIF a autorisé les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres liées au rajustement de la valeur du crédit, selon Bâle III, sur une période de cinq ans qui a pris fin le 31 décembre 2018. En date du 1^{er} janvier 2019, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit avaient été entièrement appliqués pour chaque catégorie de fonds propres, ce qui a fait en sorte que la valeur d'actif pondéré en fonction des risques était la même pour toutes les catégories. Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit appliqués aux fonds propres CET1, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres s'établissent à respectivement 80 %, 83 % et 86 %.

Nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale par le Conseil de stabilité financière (CSF). Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %. Puisque l'exigence imposée aux

banques d'importance systémique intérieure est la même que celle que doivent respecter les banques d'importance systémique mondiale, soit 1 % de l'actif pondéré en fonction des risques, notre désignation en tant que banque d'importance systémique mondiale n'a eu aucune autre incidence sur l'exigence en matière d'absorption des pertes à prendre en compte dans le calcul de notre ratio CET1.

Le 18 avril 2018, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes qui s'applique aux banques canadiennes d'importance systémique intérieure dans le cadre du régime de recapitalisation interne mis en place par le gouvernement fédéral. Cette ligne directrice s'inscrit dans la même veine que la norme sur la capacité totale d'absorption des pertes publiée le 9 novembre 2015 par le CSF à l'intention des institutions désignées en tant que banques d'importance systémique mondiale, si ce n'est qu'elle a été adaptée pour le contexte canadien. L'exigence vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une faillite. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des autres instruments liés à la capacité totale d'absorption des pertes qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes établissaient deux normes minimales qui doivent être appliquées d'ici le 1^{er} novembre 2021 : le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres et le ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice Exigences de levier du BSIF. Le BSIF a émis un avis exigeant des banques d'importance systémique qu'elles maintiennent un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes de 23,25 % (compte tenu de la réserve pour stabilité intérieure révisée) tel qu'il est indiqué ci-dessous ainsi qu'un ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes de 6,75 % au titre de leurs positions de levier. Nous avons commencé à émettre des titres de créance admissibles au régime de recapitalisation interne au quatrième trimestre de 2018, ce qui a contribué à l'amélioration de notre ratio de la capacité totale d'absorption des pertes. Selon nos prévisions, ce ratio devrait continuer de s'améliorer grâce au refinancement, dans le cours normal de nos activités, des titres de créance à terme non garantis arrivant à échéance.

Depuis le 1^{er} novembre 2018, nous sommes tenus d'adopter les révisions, prescrites par le BSIF, à la ligne directrice sur les normes de fonds propres concernant le cadre de titrisation et à l'approche standard pour le risque de contrepartie.

Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter à la rubrique Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que les exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres et de levier que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres et de levier au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 30 avril 2019	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	11,8 %	1,75 %	> 9,8 %
Fonds propres de première catégorie	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	12,9 %	1,75 %	> 11,3 %
Total des fonds propres	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	14,8 %	1,75 %	> 13,3 %
Ratio de levier	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	s.o.	> 3,0 %	4,3 %	s.o.	> 3,0 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) En 2018, le BSIF a exigé des banques qu'elles divulguent publiquement leur réserve pour stabilité intérieure conformément aux exigences du deuxième pilier. Avec prise d'effet le 30 avril 2019, le BSIF a rehaussé la réserve pour stabilité intérieure de 1,5 % à 1,75 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

s.o. sans objet

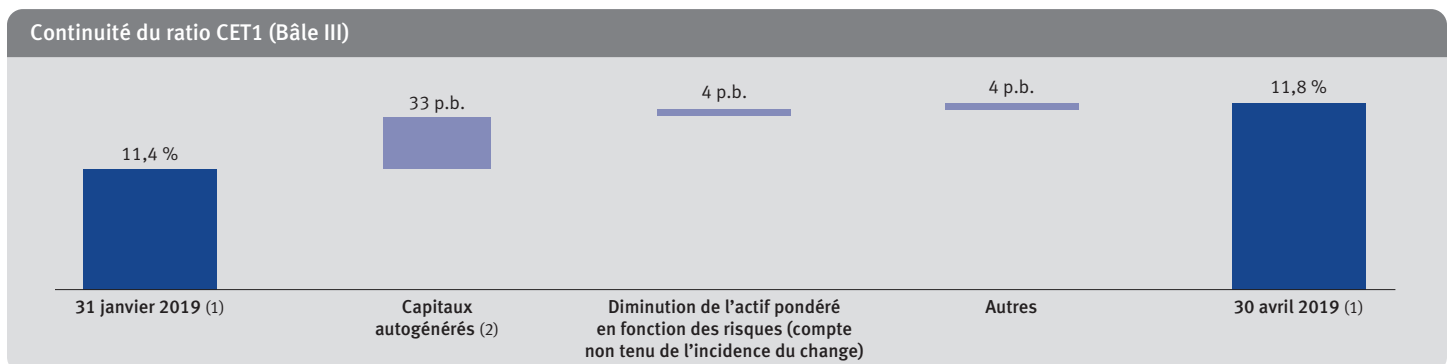
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres et de levier. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres et de levier restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	60 314 \$	57 963 \$	57 001 \$
Fonds propres de première catégorie	65 992	64 341	63 279
Total des fonds propres	75 491	73 758	72 494
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)			
Aux fins du calcul du ratio CET1	510 463 \$	508 512 \$	495 528 \$
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	510 463	508 512	495 993
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 463	508 512	496 459
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend (1) :			
Risque de crédit	414 523 \$	410 003 \$	401 534 \$
Risque de marché	31 453	34 862	32 209
Risque opérationnel	64 487	63 647	62 716
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 463 \$	508 512 \$	496 459 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	11,8 %	11,4 %	11,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,9 %	12,7 %	12,8 %
Ratio du total des fonds propres	14,8 %	14,5 %	14,6 %
Ratio de levier	4,3 %	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 521,2 \$	1 501,8 \$	1 450,8 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit étaient de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement.

Deuxième trimestre de 2019 par rapport au premier trimestre de 2019



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Capitaux autogénérés d'un montant de 1,7 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio CET1 s'est établi à 11,8 %, en hausse de 40 p.b. par rapport au trimestre dernier. Cette hausse reflète principalement les capitaux autogénérés et la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, par suite de la baisse du risque de marché atténuée par la croissance des dérivés et des prêts.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 12,9 %, s'est hissé de 20 p.b. en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués ci-dessus à l'égard du ratio CET1, facteurs dont l'effet a été atténué par le rachat d'actions privilégiées.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,8 % a augmenté de 30 p.b. en raison des facteurs énoncés ci-dessus à l'égard du ratio de fonds propres de première catégorie.

Notre actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 2 milliards de dollars essentiellement en raison de l'incidence du change et de la croissance des dérivés et des prêts, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la diminution du risque de marché.

Notre ratio de levier de 4,3 % est resté stable par rapport à celui du trimestre précédent, les capitaux autogénérés ayant été neutralisés par le rachat d'actions privilégiées et la progression des positions de levier, surtout en ce qui a trait aux prêts, aux mises en pension de titres et aux dérivés, facteurs neutralisés en partie par un repli de la trésorerie et des dépôts.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019		Pour le semestre clos le 30 avril 2019	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie				
Activités liées aux actions ordinaires				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	526	38 \$	685	49 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation	(107)	(1)	(3 791)	(46)
Émission d'actions privilégiées, série BO (2)	–	–	14 000	350
Rachat d'actions privilégiées, série AD (2)	–	–	(10 000)	(250)
Rachat d'actions privilégiées, série AJ (2)	(13 579)	(339)	(13 579)	(339)
Rachat d'actions privilégiées, série AK (2)	(2 421)	(61)	(2 421)	(61)
Rachat d'actions privilégiées, série AL (2)	(12 000)	(300)	(12 000)	(300)

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, voir la note 9 de nos états financiers résumés.

Le 23 février 2018, nous avons annoncé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires, offre qui a pris fin le 26 février 2019. Aux termes de cette offre, 9,7 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées, pour un prix total d'environ 947 millions de dollars.

Le 27 février 2019, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 20 millions de nos actions ordinaires, qui a commencé le 1^{er} mars 2019 et qui prendra fin le 29 février 2020 ou à une date antérieure si nous procédons au rachat de la totalité des actions autorisées en vertu de cette offre. Le nombre total d'actions ordinaires qui ont été rachetées et annulées aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, depuis son lancement, a été d'environ 0,1 million, pour un prix d'environ 11 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, un total d'environ 0,1 million d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées aux termes de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 11 millions de dollars.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, un total d'environ 3,8 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées aux termes de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées a été de 359 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur à la date du rachat.

Le 24 février 2019, nous avons racheté la totalité des 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif de série AK, la totalité des 13,6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AJ, ainsi que la totalité des 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AL, au prix de 25 \$ chacune.

Principales données concernant les actions

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 30 avril 2019		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises (1)	1 435 923	17 638 \$	1,02 \$
Actions propres – actions ordinaires	(1 044)	(104)	
Actions ordinaires en circulation	1 434 879	17 534 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 906		
Exercibles	4 195		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	20	31	16,88 \$ US
Actions privilégiées émises	227 020	5 706 \$	
Actions propres – actions privilégiées (6)	(1)	–	
Actions privilégiées en circulation	227 019	5 706 \$	
Dividendes			
Actions ordinaires		1 466 \$	
Actions privilégiées		65	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

(2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(5) Représente 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(6) Les montants positifs représentent une position vendeur dans des actions propres.

Au 17 mai 2019, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 435 000 145, déduction faite des actions propres détenues de 954 202, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions était de 8 874 869.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM, BO et les débentures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, le 29 septembre 2026, le 4 juin 2025, le 20 janvier 2026 et le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 2 832 millions d'actions ordinaires de RBC, d'où un effet dilutif de 66,38 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 30 avril 2019.

Faits nouveaux en matière de fonds propres, de liquidités et de réglementation

Lignes directrices sur les normes de liquidité

Le 11 avril 2019, le BSIF a publié la version définitive des lignes directrices sur les normes de liquidité portant sur le ratio de liquidité à court terme, les flux de trésorerie nets cumulatifs, le ratio de liquidité à long terme et les outils de suivi des liquidités. Cette publication a marqué la fin du processus d'examen et de consultation publique portant sur des éléments ayant une incidence sur les réserves de liquidité que les banques sont tenues de maintenir afin d'affronter les crises, sur le financement des banques et sur le suivi des paramètres connexes. Nous sommes en bonne posture pour nous conformer aux règles définitives, et les changements à la ligne directrice ne devraient pas avoir d'incidence importante sur notre capacité de respecter les exigences réglementaires en matière de liquidité et d'offrir notre vaste éventail de services financiers de détail et de gros. La ligne directrice révisée entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Exigences de communication du ratio de liquidité à long terme

Le 11 avril 2019, le BSIF a finalisé sa ligne directrice intitulée « Exigences de communication du ratio de liquidité à long terme ». Ces exigences de communication viendront compléter les exigences liées au ratio de liquidité à long terme et encouragent la transparence, la comparabilité et la discipline des marchés en ce qui a trait aux mesures de liquidité. Les nouvelles exigences de communication entreront en vigueur le 31 janvier 2021.

Ligne directrice sur les limites régissant les engagements importants

Le 10 avril 2019, le BSIF a révisé sa ligne directrice portant sur les limites régissant les engagements importants qui a pour objectif de limiter la perte maximale que pourrait subir une institution en cas de faillite soudaine d'une contrepartie, et ce, en limitant les risques liés à une seule contrepartie ou à un groupe interrelié d'entreprises. Cette ligne directrice améliore les politiques actuelles de gestion des risques liés aux engagements importants et assure la cohérence et la solidité des pratiques dans l'ensemble des banques d'importance systémique au Canada. Nous serons tenus de mettre en place la nouvelle ligne directrice au premier trimestre de 2020. Nous évaluons actuellement l'incidence de la ligne directrice.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2018, ainsi qu'à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2019 et sur le deuxième trimestre de 2019. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du rapport annuel 2018 et du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018 et de nos états financiers résumés du deuxième trimestre de 2019.

Changements de méthodes comptables et des informations à fournir

Changements de méthodes comptables

Au premier trimestre de 2019, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 15, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes antérieures au premier trimestre de 2019 est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. Par suite de l'adoption d'IFRS 15, nous avons ajusté le solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1^{er} novembre 2018, afin que la comptabilisation de certains frais et honoraires concorde avec le transfert des obligations de prestation. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location* (IFRS 16), qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location. Pour les preneurs, la norme élimine l'obligation de classement en contrats de location-financement ou contrats de location simple. Elle prescrit plutôt un modèle de comptabilisation unique, les preneurs devant désormais inscrire au bilan leurs actifs faisant l'objet de contrats de location et leurs obligations locatives, et ce, dans la plupart des cas. Les preneurs doivent aussi constater dans l'état du résultat net une charge d'amortissement à l'égard de tout actif faisant l'objet d'un contrat de location et une charge d'intérêt relativement à tout passif lié à un contrat de location. La comptabilisation visant les bailleurs ne fait l'objet d'aucun changement notable, hormis certaines obligations d'information accrues.

En ce qui nous concerne, IFRS 16 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2019. Nous prévoyons adopter IFRS 16 en ajustant notre bilan consolidé au 1^{er} novembre 2019, date de sa première application, sans retraitement des périodes correspondantes.

L'adoption d'IFRS 16 comprendra un programme centralisé appliqué à l'échelle de l'entreprise ainsi qu'une structure de gouvernance qui seront sous la responsabilité de la fonction Finances et qui serviront à évaluer notre portefeuille de contrats de location ainsi que son incidence sur les systèmes, les processus, la formation, les communications et la présentation de l'information financière. Nous mettons actuellement à niveau nos systèmes, nos processus ainsi que nos contrôles internes; ensuite, nous procéderons entre autres à une quantification préliminaire de nos actifs et passifs faisant l'objet de contrats de location, la détermination de l'incidence sur le ratio CET1 et l'élaboration d'informations à fournir supplémentaires exigées par la nouvelle norme.

Au fil de nos préparatifs en vue de l'application d'IFRS 16, nous demeurerons au fait de ses interprétations au sein du secteur et évaluerons l'incidence possible sur nos plans de mise en œuvre.

Les autres changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir qui ne sont pas encore en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2019, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2019.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 11 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2018, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du conseil de la stabilité financière (CSF). L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2019.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	56	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56, 59-63, 243-245	–
	3	Risques connus et risques émergents		57-58	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	49-50	104-109	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56, 59-63	–
	6	Culture à l'égard du risque		59-63	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		114	–
	8	Simulation de crise		60-62, 77	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	50	104-109	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	20-23
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	24
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		103-109	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	26
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		64-68	25,*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	26
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		60, 64-66	40
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	41-43	84-86 90-91	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	43, 45	86, 89	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	48-49	92-93	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	43-45	86-88	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	40-41	81-82	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	36-39	76-80	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		76-77	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		76-80	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	27-35	64-76, 186-191	29-40,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	74-78	123-128	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		65-68, 117-119, 119-144, 146-148	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	31, 36
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		69	42
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		67	39
Autres	31	Autres types de risque		94-103	–
	32	Événements publics comportant des risques		98-99, 230-231	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier au 30 avril 2019 et au 31 octobre 2018.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2019	31 octobre 2018
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	33 041 \$	30 209 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	26 718	36 471
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	138 916	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	102 075	94 608
	240 991	222 866
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	309 520	294 602
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	407 222	399 452
Prêts de gros	198 263	180 278
	605 485	579 730
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 093)	(2 912)
	602 392	576 818
Actif net des fonds distincts	1 561	1 368
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	16 073	15 641
Dérivés	84 812	94 039
Locaux et matériel	3 014	2 832
Goodwill	11 289	11 137
Autres immobilisations incorporelles	4 758	4 687
Autres actifs	44 707	44 064
	164 653	172 400
Total de l'actif	1 378 876 \$	1 334 734 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	286 495 \$	270 154 \$
Entreprises et gouvernements	544 667	534 371
Banques	32 939	32 521
	864 101	837 046
Passif net des fonds distincts	1 561	1 368
Autres		
Acceptations	16 099	15 662
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 049	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	223 980	206 814
Dérivés	82 168	90 238
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	11 006	10 000
Autres passifs	54 606	52 273
	421 908	407 234
Débiteures subordonnées	9 360	9 131
Total du passif	1 296 930	1 254 779
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées (note 9)	5 706	6 309
Actions ordinaires (note 9)	17 534	17 617
Bénéfices non distribués	53 640	51 112
Autres composantes des capitaux propres	4 965	4 823
	81 845	79 861
Participations ne donnant pas le contrôle	101	94
Total des capitaux propres	81 946	79 955
Total du passif et des capitaux propres	1 378 876 \$	1 334 734 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	6 123 \$	5 059 \$	12 283 \$	10 032 \$
Titres	1 702	1 396	3 398	2 750
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	2 191	1 285	4 339	2 393
Dépôts et autres	116	125	261	230
	10 132	7 865	20 281	15 405
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	3 203	2 220	6 428	4 207
Autres passifs	1 999	1 148	3 947	2 182
Débitures subordonnées	93	76	185	150
	5 295	3 444	10 560	6 539
Revenu net d'intérêt	4 837	4 421	9 721	8 866
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 515	806	3 094	1 950
Revenus tirés des activités de négociation	250	236	608	554
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 381	1 318	2 831	2 643
Revenus tirés des fonds communs de placement	899	862	1 772	1 747
Commissions de courtage en valeurs mobilières	316	334	658	689
Frais bancaires	466	443	934	883
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	554	457	899	998
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	243	277	492	558
Revenus sur cartes	266	267	548	524
Commissions de crédit	288	317	603	645
Profits nets sur les titres de placement	37	49	83	88
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	14	14	29	39
Autres	433	253	816	698
	6 662	5 633	13 367	12 016
Total des revenus	11 499	10 054	23 088	20 882
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	426	274	940	608
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 160	421	2 385	1 257
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 7)	3 622	3 324	7 265	6 826
Matériel	445	386	876	758
Frais d'occupation	405	386	802	765
Communications	273	249	513	473
Honoraires	290	321	595	602
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	299	266	589	527
Autres	582	550	1 188	1 142
	5 916	5 482	11 828	11 093
Bénéfice avant impôt	3 997	3 877	7 935	7 924
Impôt sur le résultat	767	817	1 533	1 852
Bénéfice net	3 230 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	3 226 \$	3 051 \$	6 396 \$	6 052 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	9	6	20
	3 230 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 10)	2,20 \$	2,06 \$	4,36 \$	4,08 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 10)	2,20	2,06	4,34	4,07
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,02	0,94	2,00	1,85

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Bénéfice net	3 230 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	140	(14)	139	(38)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat net	(9)	9	(10)	24
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(31)	(35)	(60)	(63)
	100	(40)	69	(77)
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	1 096	1 978	1 131	(28)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(398)	(710)	(464)	(52)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	2	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	2	–
	698	1 268	671	(80)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(182)	(217)	(498)	207
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(25)	144	(99)	(9)
	(207)	(73)	(597)	198
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 7)	(92)	84	(486)	133
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(189)	144	(26)	126
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	30	1	37	(1)
	(251)	229	(475)	258
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	340	1 384	(332)	299
Total du résultat global	3 570 \$	4 444 \$	6 070 \$	6 371 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	3 566 \$	4 432 \$	6 063 \$	6 351 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4	12	7	20
	3 570 \$	4 444 \$	6 070 \$	6 371 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	48 \$	(40)\$	44 \$	2 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	–	–	(4)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(15)	(15)	(32)	(30)
Profits (pertes) de change latents	1	5	2	–
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(136)	(239)	(160)	(20)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	1	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(66)	(78)	(179)	105
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(9)	52	(36)	(34)
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(45)	30	(170)	50
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(69)	53	(10)	46
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(6)	(3)	(7)	(4)
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(297)\$	(235)\$	(547)\$	111 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019											
	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
Solde au début de la période	6 406 \$	17 601 \$	– \$	(36)\$	52 208 \$	(43)\$	4 119 \$	298 \$	4 374 \$	80 553 \$	97 \$	80 650 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	–	38	–	–	–	–	–	–	–	38	–	38
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(1)	–	–	(10)	–	–	–	–	(11)	–	(11)
Rachat d'actions privilégiées	(700)	–	–	–	–	–	–	–	–	(700)	–	(700)
Actions propres – vente	–	–	43	1 272	–	–	–	–	–	1 315	–	1 315
Actions propres – achat	–	–	(43)	(1 340)	–	–	–	–	–	(1 383)	–	(1 383)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(8)	–	–	–	–	(8)	–	(8)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 466)	–	–	–	–	(1 466)	–	(1 466)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(65)	–	–	–	–	(65)	–	(65)
Autres	–	–	–	–	6	–	–	–	–	6	–	6
Bénéfice net	–	–	–	–	3 226	–	–	–	–	3 226	4	3 230
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(251)	100	698	(207)	591	340	–	340
Solde à la fin de la période	5 706 \$	17 638 \$	– \$	(104)\$	53 640 \$	57 \$	4 817 \$	91 \$	4 965 \$	81 845 \$	101 \$	81 946 \$
	Pour le trimestre clos le 30 avril 2018											
	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	
Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle		Total des capitaux propres
Solde au début de la période	6 306 \$	17 647 \$	– \$	(7)\$	45 764 \$	124 \$	2 200 \$	702 \$	3 026 \$	72 736 \$	588 \$	73 324 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	–	15	–	–	–	–	–	–	–	15	–	15
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(28)	–	–	(196)	–	–	–	–	(224)	–	(224)
Rachat d'actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres – vente	–	–	64	1 344	–	–	–	–	–	1 408	–	1 408
Actions propres – achat	–	–	(67)	(1 432)	–	–	–	–	–	(1 499)	–	(1 499)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 356)	–	–	–	–	(1 356)	–	(1 356)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(71)	–	–	–	–	(71)	(1)	(72)
Autres	–	–	–	–	(15)	–	–	–	–	(15)	1	(14)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 051	–	–	–	–	3 051	9	3 060
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	229	(40)	1 265	(73)	1 152	1 381	3	1 384
Solde à la fin de la période	6 306 \$	17 634 \$	(3)\$	(95)\$	47 405 \$	84 \$	3 465 \$	629 \$	4 178 \$	75 425 \$	600 \$	76 025 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2019												
	Autres composantes des capitaux propres											
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global											Participations ne donnant pas le contrôle
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	
(en millions de dollars canadiens)	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 112 \$	(70)	(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 861 \$	94 \$ 79 955 \$
Solde au début de la période	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 042 \$		(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 791 \$	94 \$ 79 885 \$
Ajustement de transition (note 2)												
Solde ajusté au début de la période	6 306 \$	17 635 \$	3 \$	(18) \$	51 042 \$		(12) \$	4 147 \$	688 \$	4 823 \$	79 791 \$	94 \$ 79 885 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	350	49									399	399
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(950)	(46)			(313)						(359)	(359)
Rachat d'actions privilégiées											(950)	(950)
Actions propres – vente			125	2 801							2 926	2 926
Actions propres – achat			(128)	(2 887)							(3 015)	(3 015)
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(6)						(6)	(6)
Dividendes sur actions ordinaires					(2 873)						(2 873)	(2 873)
Dividendes sur actions privilégiées et autres					(139)						(139)	(139)
Autres					8						8	8
Bénéfice net					6 396						6 396	6 396
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					(475)		69	670	(597)	142	(333)	1
Solde à la fin de la période	5 706 \$	17 638 \$	– \$	(104) \$	53 640 \$		57 \$	4 817 \$	91 \$	4 965 \$	81 845 \$	101 \$ 81 946 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2018

Autres composantes des capitaux propres												
	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global											Participations ne donnant pas le contrôle
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Titres autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	
	(en millions de dollars canadiens)	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	45 359 \$	(378)	299	3 545 \$	431 \$	4 354 \$	73 829 \$
Solde au début de la période	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	44 801 \$	– \$	299 \$	3 545 \$	431 \$	4 275 \$	73 192 \$	599 \$ 73 791 \$
Ajustement de transition					(558)					(79)	(637)	
Solde ajusté au début de la période	6 413 \$	17 730 \$	– \$	(27) \$	44 801 \$	– \$	299 \$	3 545 \$	431 \$	4 275 \$	73 192 \$	599 \$ 73 791 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis		45									45	45
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation		(141)			(1 006)						(1 147)	(1 147)
Rachat d'actions privilégiées	(107)				2						(105)	(105)
Actions propres – vente			133	2 769							2 902	2 902
Actions propres – achat			(136)	(2 837)							(2 973)	(2 973)
Attributions de rémunération fondée sur des actions					(4)						(4)	(4)
Dividendes sur actions ordinaires					(2 675)						(2 675)	(2 675)
Dividendes sur actions privilégiées et autres					(143)						(143)	(143)
Autres					120		(138)				(18)	(18)
Bénéfice net					6 052						6 052	6 052
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					258		(77)	(80)	198	41	299	299
Solde à la fin de la période	6 306 \$	17 634 \$	(3) \$	(95) \$	47 405 \$		84 \$	3 465 \$	629 \$	4 178 \$	75 425 \$	600 \$ 76 025 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	3 230 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	426	274	940	608
Amortissement	157	141	307	276
Impôt différé	(124)	42	(286)	313
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	300	266	593	527
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(13)	(13)	(28)	(35)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(47)	(51)	(96)	(94)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	494	(214)	1 006	(19)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	28	76	114	(56)
Impôt exigible	(376)	(541)	(535)	(2 511)
Actifs dérivés	4	11 337	9 227	848
Passifs dérivés	402	(13 329)	(8 070)	(1 237)
Titres détenus à des fins de transaction	(743)	(1 807)	(10 658)	(613)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(12 604)	(14 695)	(25 755)	(18 274)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(11 860)	(1 419)	(14 918)	(40 208)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	11 537	23 337	27 055	33 751
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(549)	(12 401)	17 166	27 834
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	807	2 643	1 802	3 039
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	162	(778)	(316)	(944)
Autres	(2 405)	(2 469)	(3 897)	(1 244)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(11 174)	(6 541)	53	8 033
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	11 935	290	9 753	(4 317)
Produit de la vente de titres de placement	5 571	5 280	8 856	10 497
Produit de l'arrivée à échéance de titres de placement	7 279	11 753	22 298	18 885
Achat de titres de placement	(16 218)	(11 310)	(36 886)	(24 652)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(575)	(517)	(1 136)	(874)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	7 992	5 496	2 885	(461)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	30	9	39	32
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(11)	(224)	(359)	(1 147)
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission	–	–	350	–
Rachat d'actions privilégiées	(700)	–	(950)	(105)
Actions propres – vente	1 315	1 408	2 926	2 902
Actions propres – achat	(1 383)	(1 499)	(3 015)	(2 973)
Dividendes versés	(1 481)	(1 391)	(2 964)	(2 787)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	(1)	–	(19)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 774)	899	3 086	898
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(4 004)	(799)	(887)	(3 199)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	194	121	781	(15)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(6 992)	(1 723)	2 832	4 358
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	40 033	34 488	30 209	28 407
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	33 041 \$	32 765 \$	33 041 \$	32 765 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	5 047 \$	3 005 \$	9 795 \$	6 006 \$
Intérêts reçus	9 817	7 434	19 477	14 689
Dividendes reçus	488	429	981	839
Impôt sur le résultat payé	958	1 050	1 749	4 168

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,3 milliards de dollars au 30 avril 2019 (2,3 milliards au 31 janvier 2019; 2,4 milliards au 31 octobre 2018; 2,6 milliards au 30 avril 2018; 2,5 milliards au 31 janvier 2018; 2,3 milliards au 31 octobre 2017).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2018 et les notes annexes présentés aux pages 130 à 240 de notre rapport annuel 2018. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 22 mai 2019, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2018. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018.

Changements de méthodes comptables

Au premier trimestre, nous avons adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Comme l'autorisent les dispositions transitoires d'IFRS 15, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats des périodes correspondantes. En conséquence, toute l'information concernant les périodes correspondantes est présentée conformément aux méthodes comptables utilisées précédemment, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2018. Par suite de l'adoption d'IFRS 15, nous avons réduit de 70 millions de dollars, après impôt, le solde d'ouverture des bénéfices non distribués au 1^{er} novembre 2018 (date de l'application initiale), afin que la comptabilisation de certains frais et honoraires concorde avec le transfert des obligations de prestation.

Commissions et honoraires

Les commissions et honoraires ont essentiellement trait aux commissions de gestion de placements et de services de garde, aux revenus tirés des fonds communs de placement, aux commissions de courtage en valeurs mobilières, aux frais bancaires, aux commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils, aux revenus sur cartes et aux commissions de crédit, et sont comptabilisés en fonction des contrats de service conclus avec les clients qui s'y rattachent.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement correspondent généralement à un pourcentage des valeurs liquidatives quotidiennes ou de fin de période, selon les modalités des contrats conclus avec des clients et elles sont perçues mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement, selon les modalités des contrats. Les commissions de gestion de placements et de services de garde découlent généralement des biens sous gestion lorsque nos clients font appel aux capacités de placement d'un gestionnaire de placements ou des biens administrés lorsque la stratégie de placement est gérée par le client ou par un gestionnaire tiers désigné. Les revenus tirés des fonds communs de placement sont tirés de la valeur liquidative quotidienne des fonds communs de placement. Les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement sont comptabilisés au fil du temps, lorsque le service est fourni au client, s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières et les frais bancaires qui sont liés à la prestation de services liés à des transactions précises sont comptabilisés lorsque le service a été fourni. Lorsque les services sont fournis au fil du temps, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au fur et à mesure que les services sont fournis.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont principalement trait à la prise ferme de nouvelles émissions de titres d'emprunt ou de titres de participation et à divers services-conseils. Les commissions de prise ferme sont habituellement exprimées en pourcentage des montants obtenus par l'émission de titres et sont comptabilisées lorsque le service a été fourni. Les honoraires tirés des services-conseils varient en fonction de l'étendue et du type de mandat et peuvent être fixes ou varier en fonction d'un événement futur. Les honoraires des services-conseils sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle le service est fourni et ne sont comptabilisés que s'il est hautement probable que le montant des revenus comptabilisé ne fasse pas l'objet d'une reprise importante.

Les revenus sur cartes comprennent principalement les revenus d'interchange et les frais de cartes annuels. Les revenus d'interchange correspondent à un pourcentage fixe du montant de la transaction et sont comptabilisés lorsque la transaction par carte est réglée. Les frais de cartes annuels sont fixes et sont comptabilisés sur une période de 12 mois.

Les commissions de crédit sont essentiellement gagnées lorsque les prêts consortiaux sont mis en place et que du crédit est rendu disponible sur les facilités non utilisées. Le moment de la constatation des commissions de crédit varie en fonction de la nature des services fournis.

Lorsque des frais bancaires et d'autres coûts sont engagés à l'égard de commissions et honoraires gagnés, nous comptabilisons le montant brut de ces coûts dans les Frais autres que d'intérêt – Autres ou dans les Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, si nous avons déterminé que la responsabilité première d'exécuter le contrat conclu avec le client nous incombe et que nous pouvons établir, à notre gré, le prix des commissions et honoraires gagnés, ce qui pourrait nécessiter l'exercice du jugement.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Les dérivés incorporés sont présentés avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2018. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 30 avril 2019							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	12 861 \$	– \$	– \$	13 857 \$	13 857 \$	26 718 \$	26 718 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	130 612	8 304	–	–	–	–	138 916	138 916
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	54 397	537	47 141	47 131	102 075	102 065
	130 612	8 304	54 397	537	47 141	47 131	240 991	240 981
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	239 657	–	–	–	69 863	69 865	309 520	309 522
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	135	195	96	–	404 748	405 181	405 174	405 607
Prêts de gros	7 271	1 746	477	–	187 724	186 967	197 218	196 461
	7 406	1 941	573	–	592 472	592 148	602 392	602 068
Autres								
Dérivés	84 812	–	–	–	–	–	84 812	84 812
Autres actifs (1)	1 458	–	–	–	46 445	46 445	47 903	47 903
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	152 \$	15 880 \$			270 463 \$	270 325 \$	286 495 \$	286 357 \$
Entreprises et gouvernements (2)	(18)	109 592			435 093	435 936	544 667	545 510
Banques (3)	–	4 601			28 338	28 379	32 939	32 980
	134	130 073			733 894	734 640	864 101	864 847
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 049	–			–	–	34 049	34 049
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	218 288			5 692	5 693	223 980	223 981
Dérivés	82 168	–			–	–	82 168	82 168
Autres passifs (4)	(1 159)	33			58 132	58 103	57 006	56 977
Déventures subordonnées	–	–			9 360	9 524	9 360	9 524

	Au 31 octobre 2018							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	20 274 \$	– \$	– \$	16 197 \$	16 197 \$	36 471 \$	36 471 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	121 031	7 227	–	–	–	–	128 258	128 258
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	48 093	406	46 109	45 367	94 608	93 866
	121 031	7 227	48 093	406	46 109	45 367	222 866	222 124
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	219 108	–	–	–	75 494	75 490	294 602	294 598
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	69	190	94	–	397 102	394 051	397 455	394 404
Prêts de gros	7 129	1 540	458	–	170 236	168 087	179 363	177 214
	7 198	1 730	552	–	567 338	562 138	576 818	571 618
Autres								
Dérivés	94 039	–	–	–	–	–	94 039	94 039
Autres actifs (1)	1 373	–	–	–	46 205	46 205	47 578	47 578
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	150 \$	14 602 \$			255 402 \$	255 115 \$	270 154 \$	269 867 \$
Entreprises et gouvernements (2)	(11)	103 446			430 936	431 158	534 371	534 593
Banques (3)	–	7 072			25 449	25 462	32 521	32 534
	139	125 120			711 787	711 735	837 046	836 994
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 247	–			–	–	32 247	32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	201 839			4 975	4 976	206 814	206 815
Dérivés	90 238	–			–	–	90 238	90 238
Autres passifs (4)	(1 434)	18			54 917	54 880	53 501	53 464
Débiteures subordonnées	–	–			9 131	9 319	9 131	9 319

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2019					31 octobre 2018				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	12 861 \$	- \$		\$ 12 861 \$	- \$	20 274 \$	- \$		\$ 20 274 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Émis ou garantis										
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)										
Gouvernement fédéral	12 161	5 219	-		17 380	8 342	6 231	-		14 573
Provinces et municipalités	-	11 291	-		11 291	-	11 350	-		11 350
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	962	35 523	67		36 552	2 068	31 030	66		33 164
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 285	5 018	-		9 303	1 151	9 018	-		10 169
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	967	-		967	-	1 001	-		1 001
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	-	963	4		967	-	1 023	110		1 133
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	22 831	21		22 852	2	22 303	21		22 326
Titres de participation	36 383	2 114	1 107		39 604	30 847	2 547	1 148		34 542
	53 791	83 926	1 199		138 916	42 410	84 503	1 345		128 258
Titres de placement										
Émis ou garantis										
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)										
Gouvernement fédéral	-	451	-		451	-	238	-		238
Provinces et municipalités	-	2 138	-		2 138	-	1 554	-		1 554
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	-	16 241	-		16 241	-	18 136	-		18 136
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	-	4 192	-		4 192	-	1 470	-		1 470
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	2 540	28		2 568	-	2 174	-		2 174
Titres adossés à des actifs										
TGC (3)	-	7 062	-		7 062	-	6 239	-		6 239
Titres non garantis par des créances	-	884	-		884	-	863	-		863
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	20 715	146		20 861	-	17 227	192		17 419
Titres de participation	42	175	296		513	42	103	237		382
Titres en substitut de prêt	-	24	-		24	-	24	-		24
	42	54 422	470		54 934	42	48 028	429		48 499
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-	239 657	-		239 657	-	219 108	-		219 108
Prêts	-	9 161	759		9 920	-	8 929	551		9 480
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	-	36 222	239		36 461	1	33 862	222		34 085
Contrats de change	-	32 343	45		32 388	-	43 253	53		43 306
Dérivés de crédit	-	187	-		187	-	38	-		38
Autres contrats	2 724	14 007	57		16 788	5 868	11 654	296		17 818
Ajustements d'évaluation	-	(643)	3		(640)	-	(631)	6		(625)
Total des dérivés, montant brut	2 724	82 116	344		85 184	5 869	88 176	577		94 622
Ajustements de compensation					(372)					(583)
Total des dérivés					84 812					94 039
Autres actifs	1 208	184	66		1 458	1 020	288	65		1 373
	57 765 \$	482 327 \$	2 838 \$		(372) \$ 542 558 \$	49 341 \$	469 306 \$	2 967 \$		(583) \$ 521 031 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	- \$	15 840 \$	192 \$		\$ 16 032 \$	- \$	14 362 \$	390 \$		\$ 14 752 \$
Entreprises et gouvernements	-	109 574	-		109 574	-	103 440	(5)		103 435
Banques	-	4 601	-		4 601	-	7 072	-		7 072
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	18 107	15 942	-		34 049	17 732	14 515	-		32 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	218 288	-		218 288	-	201 839	-		201 839
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	-	30 297	824		31 121	-	29 620	726		30 346
Contrats de change	-	33 291	28		33 319	-	41 836	32		41 868
Dérivés de crédit	-	281	-		281	-	94	-		94
Autres contrats	2 561	15 020	247		17 828	4 369	13 730	380		18 479
Ajustements d'évaluation	-	(6)	(3)		(9)	-	29	5		34
Total des dérivés, montant brut	2 561	78 883	1 096		82 540	4 369	85 309	1 143		90 821
Ajustements de compensation					(372)					(583)
Total des dérivés					82 168					90 238
Autres passifs	187	(1 369)	56		(1 126)	170	(1 654)	68		(1 416)
	20 855 \$	441 759 \$	1 344 \$		(372) \$ 463 586 \$	22 271 \$	424 883 \$	1 596 \$		(583) \$ 448 167 \$

(1) Au 30 avril 2019, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 22 962 millions de dollars et à néant (16 776 millions et néant au 31 octobre 2018), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 6 117 millions et à 1 673 millions (4 713 millions et à 1 348 millions au 31 octobre 2018).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2019, l'incidence de l'ajustement d'une ou plus d'une donnée non observable par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels de 2018.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	65 \$	– \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	67 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	9	–	–	–	(5)	–	–	4	1
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	22	–	–	–	(1)	–	–	21	–
Titres de participation	1 076	(29)	16	70	(35)	9	–	1 107	(12)
	1 172	(29)	18	70	(41)	9	–	1 199	(11)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	27	–	1	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	135	–	11	–	–	–	–	146	s.o.
Titres de participation	247	–	10	–	39	–	–	296	s.o.
Titres en substitut de prêt	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
	409	–	22	–	39	–	–	470	s.o.
Prêts	826	12	1	48	(2)	53	(179)	759	5
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(550)	(27)	–	(193)	184	1	–	(585)	(31)
Contrats de change	12	1	3	(1)	–	–	2	17	1
Autres contrats	(102)	35	(3)	(6)	13	(22)	(105)	(190)	14
Ajustements d'évaluation	13	–	–	–	(7)	–	–	6	–
Autres actifs	61	10	1	–	(6)	–	–	66	10
	1 841 \$	2 \$	42 \$	(82)\$	180 \$	41 \$	(282)\$	1 742 \$	(12)\$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(91)\$	(4)\$	– \$	(24)\$	6 \$	(107)\$	28 \$	(192)\$	(7)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(52)	(5)	(2)	1	2	–	–	(56)	(4)
	(143)\$	(9)\$	(2)\$	(23)\$	8 \$	(107)\$	28 \$	(248)\$	(11)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2018

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	187 \$	12 \$	8 \$	– \$	(141)\$	– \$	– \$	66 \$	4 \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	196	14	5	–	(100)	–	–	115	14
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	29	(1)	–	–	–	–	(5)	23	–
Titres de participation	975	(32)	36	54	(33)	–	–	1 000	(18)
	1 387	(7)	49	54	(274)	–	(5)	1 204	–
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	28	–	1	–	–	4	–	33	s.o.
Titres de participation	246	–	1	–	(1)	–	–	246	s.o.
Titres en substitut de prêt	3	–	1	–	–	–	–	4	s.o.
	277	–	3	–	(1)	4	–	283	s.o.
Prêts	521	3	–	164	(1)	–	–	687	3
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(512)	(11)	–	23	–	–	(5)	(505)	(11)
Contrats de change	33	(2)	2	(1)	(1)	4	(1)	34	(3)
Autres contrats	(157)	(5)	(5)	(18)	(11)	21	63	(112)	(28)
Ajustements d'évaluation	(11)	–	–	–	(11)	–	–	(22)	–
Autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	1 538 \$	(22)\$	49 \$	222 \$	(299)\$	29 \$	52 \$	1 569 \$	(39)\$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(554)\$	(14)\$	(6)\$	(18)\$	4 \$	(108)\$	442 \$	(254)\$	(5)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(28)	–	(1)	–	5	–	–	(24)	–
	(582)\$	(14)\$	(7)\$	(18)\$	9 \$	(108)\$	442 \$	(278)\$	(5)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2019								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	66 \$	(1)\$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	67 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	110	15	–	–	(121)	–	–	4	2
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21	1	–	–	(1)	–	–	21	–
Titres de participation	1 148	(47)	16	150	(178)	18	–	1 107	(17)
	1 345	(32)	18	150	(300)	18	–	1 199	(15)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	1	27	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	192	(3)	13	–	(56)	–	–	146	s.o.
Titres de participation	237	–	20	–	39	–	–	296	s.o.
Titres en substitut de prêt	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
	429	(3)	34	27	(17)	–	–	470	s.o.
Prêts	551	29	2	312	(4)	53	(184)	759	21
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(504)	(95)	–	(193)	224	3	(20)	(585)	(37)
Contrats de change	21	(6)	9	1	–	(1)	(7)	17	–
Autres contrats	(84)	80	(3)	(15)	(10)	(39)	(119)	(190)	74
Ajustements d'évaluation	1	–	–	–	5	–	–	6	–
Autres actifs	65	10	1	–	(10)	–	–	66	10
	1 824 \$	(17)\$	61 \$	282 \$	(112)\$	34 \$	(330)\$	1 742 \$	53 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(390)\$	(34)\$	(1)\$	(33)\$	11 \$	(125)\$	380 \$	(192)\$	(5)\$
Entreprises et gouvernements	5	–	–	–	–	–	(5)	–	–
Autres									
Autres passifs	(68)	(5)	(2)	1	18	–	–	(56)	(3)
	(453)\$	(39)\$	(3)\$	(32)\$	29 \$	(125)\$	375 \$	(248)\$	(8)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le semestre clos le 30 avril 2018

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats (émissions)	Règlements (ventes) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Émis ou garantis									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	508 \$	16 \$	(5)\$	– \$	(453)\$	– \$	– \$	66 \$	(1)\$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	196	26	(1)	–	(106)	–	–	115	11
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30	(2)	–	–	–	–	(5)	23	(1)
Titres de participation	923	(100)	15	233	(73)	4	(2)	1 000	(41)
	1 657	(60)	9	233	(632)	4	(7)	1 204	(32)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	29	(5)	5	–	–	4	–	33	s.o.
Titres de participation	217	–	27	–	2	–	–	246	s.o.
Titres en substitut de prêt	3	–	1	–	–	–	–	4	s.o.
	249	(5)	33	–	2	4	–	283	s.o.
Prêts	477	2	(1)	214	(5)	–	–	687	2
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(455)	34	–	50	1	–	(135)	(505)	34
Contrats de change	21	4	3	(1)	3	5	(1)	34	3
Autres contrats	(181)	48	1	(16)	(45)	(13)	94	(112)	72
Ajustements d'évaluation	(16)	–	–	–	(6)	–	–	(22)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	1 752 \$	23 \$	45 \$	480 \$	(682)\$	– \$	(49)\$	1 569 \$	79 \$
Passif									
Dépôts									
Particuliers	(465)\$	(45)\$	(2)\$	(167)\$	26 \$	(160)\$	559 \$	(254)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Autres passifs	(24)	(1)	–	(5)	6	–	–	(24)	–
	(489)\$	(46)\$	(2)\$	(172)\$	32 \$	(160)\$	559 \$	(278)\$	(14)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres de placement de 18 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (pertes de 2 millions au 30 avril 2018) et des profits de 29 millions pour le semestre clos le 30 avril 2019 (profits de 30 millions au 30 avril 2018) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2019 comprenait des actifs dérivés de 344 millions de dollars (661 millions au 30 avril 2018) et des passifs dérivés de 1 096 millions de dollars (1 266 millions au 30 avril 2018).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats composés d'actifs liés aux dérivés et de passifs liés aux dérivés totalisant respectivement 1 996 millions de dollars et 621 millions.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, il n'y a eu aucun transfert important depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, les transferts importants depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient :

- des dépôts de particuliers de 107 millions de dollars en raison d'un changement dans l'observabilité des données sur le marché.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient :

- des prêts de 179 millions de dollars en raison d'un changement dans l'importance des données sur le marché;

- des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 93 millions de dollars incluses dans les autres contrats, qui sont composés de 163 millions de dollars d'actifs liés aux dérivés et de 70 millions de dollars de passifs liés aux dérivés, en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018 (1)	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018 (1)
Revenu d'intérêt et de dividende (2), (3)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 900 \$	1 847 \$	5 787 \$	3 508 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	288	172	560	324
Instruments financiers évalués au coût amorti	6 944	5 846	13 934	11 573
	10 132	7 865	20 281	15 405
Charge d'intérêt (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	2 479 \$	1 456 \$	4 997 \$	2 734 \$
Instruments financiers évalués au coût amorti	2 816	1 988	5 563	3 805
	5 295	3 444	10 560	6 539
Revenu net d'intérêt	4 837 \$	4 421 \$	9 721 \$	8 866 \$

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(2) Exclut les montants suivants liés à nos activités d'assurance et inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire du résultat net : pour le trimestre clos le 30 avril 2019, un revenu d'intérêt de 114 millions de dollars (113 millions au 30 avril 2018) et une charge d'intérêt de 1 million (2 millions au 30 avril 2018); pour le semestre clos le 30 avril 2019, un revenu d'intérêt de 243 millions (238 millions au 30 avril 2018) et une charge d'intérêt de 2 millions (3 millions au 30 avril 2018).

(3) Inclut un revenu de dividende de 456 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (393 millions au 30 avril 2018) et de 893 millions pour le semestre clos le 30 avril 2019 (760 millions au 30 avril 2018).

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2019				31 octobre 2018			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Émis ou garantis								
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral (3)	450 \$	2 \$	(1)\$	451 \$	244 \$	– \$	(6)\$	238 \$
Provinces et municipalités	2 116	26	(4)	2 138	1 578	2	(26)	1 554
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	16 119	203	(81)	16 241	18 000	285	(149)	18 136
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	4 190	3	(1)	4 192	1 469	2	(1)	1 470
Titres adossés à des créances hypothécaires (3)	2 578	2	(12)	2 568	2 176	1	(3)	2 174
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 100	1	(39)	7 062	6 248	1	(10)	6 239
Titres non garantis par des créances	880	6	(2)	884	856	9	(2)	863
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	20 809	61	(9)	20 861	17 439	22	(42)	17 419
Titres de participation	294	221	(2)	513	197	186	(1)	382
Titres en substitut de prêt	25	–	(1)	24	25	–	(1)	24
	54 561 \$	525 \$	(152)\$	54 934 \$	48 232 \$	508 \$	(241)\$	48 499 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 47 141 millions de dollars au 30 avril 2019 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (46 109 millions au 31 octobre 2018).

(2) Les gains et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de 1 million de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2019 (11 millions au 31 octobre 2018) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient respectivement à 1 681 millions de dollars, à 1 million, à 9 millions et à 1 673 millions au 30 avril 2019 (1 442 millions, néant, 6 millions et 1 436 millions au 31 octobre 2018).

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par niveau, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.

Note 4 Titres (suite)

- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2019				le 30 avril 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	– \$	3 \$	9 \$	37 \$	5 \$	– \$	42 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	48	–	–	48
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(46)	–	–	(46)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	–	(7)	(9)	(1)	(1)	–	(2)
Écart de change et autres	–	–	–	–	2	1	–	3
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(4) \$	1 \$	40 \$	5 \$	– \$	45 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2019				le 30 avril 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	4 \$	7 \$	– \$	11 \$	3 \$	22 \$	– \$	25 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	82	–	–	82
Ventes et arrivées à échéance	(1)	(7)	–	(8)	(46)	(17)	–	(63)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(4)	(5)	(1)	1	–	–
Écart de change et autres	–	–	–	–	2	(1)	–	1
Solde à la fin de la période	5 \$	– \$	(4) \$	1 \$	40 \$	5 \$	– \$	45 \$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat net est présenté au poste Autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2019				le 30 avril 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	30 \$	– \$	36 \$	4 \$	35 \$	– \$	39 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	(1)	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	(8)	–	(10)	(1)	(5)	–	(6)
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	2	–	2
Solde à la fin de la période	7 \$	23 \$	– \$	30 \$	4 \$	31 \$	– \$	35 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2019				le 30 avril 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	32 \$	– \$	38 \$	9 \$	45 \$	– \$	54 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	3	(3)	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	(7)	7	–	–
Achats	4	–	–	4	3	–	–	3
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(2)	(10)	–	(12)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	(10)	–	(13)	(2)	(7)	–	(9)
Écart de change et autres	–	1	–	1	–	(1)	–	(1)
Solde à la fin de la période	7 \$	23 \$	– \$	30 \$	4 \$	31 \$	– \$	35 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2019				31 octobre 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
Titres de placement								
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	53 783 \$	3 \$	– \$	53 786 \$	46 956 \$	479 \$	– \$	47 435 \$
Qualité inférieure	471	1	–	472	500	33	–	533
Titres dépréciés	–	–	139	139	–	–	125	125
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)	54 254 \$	4 \$	139 \$	54 397 \$	47 456 \$	512 \$	125 \$	48 093 \$
				537				406
				54 934 \$				48 499 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	45 780 \$	78 \$	– \$	45 858 \$	44 958 \$	119 \$	– \$	45 077 \$
Qualité inférieure	676	637	–	1 313	367	703	–	1 070
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
Correction de valeur pour pertes de crédit	46 456 \$	715 \$	– \$	47 171 \$	45 325 \$	822 \$	– \$	46 147 \$
	7	23	–	30	6	32	–	38
Coût amorti	46 449 \$	692 \$	– \$	47 141 \$	45 319 \$	790 \$	– \$	46 109 \$

(1) Comprend des titres dépréciés acquis de 139 millions de dollars (125 millions au 31 octobre 2018).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2019					le 30 avril 2018				
	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres (1)	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres (1)	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	409 \$	(2)\$	(16)\$	4 \$	395 \$	363 \$	19 \$	(10)\$	9 \$	381 \$
Prêts aux particuliers	892	148	(117)	(1)	922	861	122	(107)	–	876
Prêts sur cartes de crédit	780	135	(125)	–	790	680	136	(123)	1	694
Prêts aux petites entreprises	51	7	(8)	(1)	49	50	8	(5)	(1)	52
Prêts de gros	1 110	158	(155)	(5)	1 108	1 025	(5)	(18)	10	1 012
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	31	(5)	–	–	26	16	(2)	–	1	15
	3 273 \$	441 \$	(421)\$	(3)\$	3 290 \$	2 995 \$	278 \$	(263)\$	20 \$	3 030 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 061 \$				3 093 \$	2 776 \$				2 808 \$
Autres passifs – Dotations	180				171	202				206
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	31				26	16				15
Autres composantes des capitaux propres	1				–	1				1

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos									
	le 30 avril 2019					le 30 avril 2018				
	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres (1)	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotations à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres (1)	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	382 \$	31 \$	(20)\$	2 \$	395 \$	378 \$	32 \$	(23)\$	(6)\$	381 \$
Prêts aux particuliers	895	271	(230)	(14)	922	826	267	(209)	(8)	876
Prêts sur cartes de crédit	760	275	(245)	–	790	693	234	(233)	–	694
Prêts aux petites entreprises	51	13	(13)	(2)	49	49	17	(12)	(2)	52
Prêts de gros	979	362	(216)	(17)	1 108	1 010	67	(36)	(29)	1 012
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	21	5	–	–	26	20	(5)	–	–	15
	3 088 \$	957 \$	(724)\$	(31)\$	3 290 \$	2 976 \$	612 \$	(513)\$	(45)\$	3 030 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	2 912 \$				3 093 \$	2 749 \$				2 808 \$
Autres passifs – Dotations	154				171	207				206
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	21				26	20				15
Autres composantes des capitaux propres	1				–	–				1

(1) Comprend les revenus d'intérêt sur les prêts douteux de 24 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2019 (20 millions au 30 avril 2018) et de 45 millions pour le semestre clos le 30 avril 2019 (37 millions au 30 avril 2018).

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour les prêts et engagements, par stade, pour chaque grande catégorie de produits.

Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2019				le 30 avril 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	138 \$	79 \$	192 \$	409 \$	130 \$	67 \$	166 \$	363 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	35	(28)	(7)	–	17	(17)	–	–
Transferts vers le stade 2	(2)	3	(1)	–	(6)	7	(1)	–
Transferts vers le stade 3	–	(10)	10	–	(1)	(5)	6	–
Originations	10	–	–	10	17	–	–	17
Arrivées à échéance	(3)	(1)	–	(4)	(3)	(2)	–	(5)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(39)	19	12	(8)	(10)	9	8	7
Sorties du bilan	–	–	(17)	(17)	–	–	(11)	(11)
Recouvrements	–	–	1	1	–	–	1	1
Écart de change et autres	1	1	2	4	5	3	1	9
Solde à la fin de la période	140 \$	63 \$	192 \$	395 \$	149 \$	62 \$	170 \$	381 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	235 \$	519 \$	138 \$	892 \$	275 \$	459 \$	127 \$	861 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	142	(136)	(6)	–	218	(218)	–	–
Transferts vers le stade 2	(23)	24	(1)	–	(50)	50	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(40)	41	–	(1)	(35)	36	–
Originations	23	1	–	24	25	1	–	26
Arrivées à échéance	(5)	(27)	–	(32)	(7)	(30)	–	(37)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(134)	214	76	156	(207)	261	79	133
Sorties du bilan	–	–	(148)	(148)	–	–	(137)	(137)
Recouvrements	–	–	31	31	–	–	30	30
Écart de change et autres	1	–	(2)	(1)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	238 \$	555 \$	129 \$	922 \$	253 \$	488 \$	135 \$	876 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	168 \$	612 \$	– \$	780 \$	212 \$	468 \$	– \$	680 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	118	(118)	–	–	216	(216)	–	–
Transferts vers le stade 2	(20)	20	–	–	(41)	41	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(83)	84	–	(1)	(55)	56	–
Originations	1	–	–	1	3	–	–	3
Arrivées à échéance	(1)	(5)	–	(6)	(3)	(13)	–	(16)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(98)	197	41	140	(189)	271	67	149
Sorties du bilan	–	–	(158)	(158)	–	–	(155)	(155)
Recouvrements	–	–	33	33	–	–	32	32
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	2	(1)	–	1
Solde à la fin de la période	166 \$	624 \$	– \$	790 \$	199 \$	495 \$	– \$	694 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	16 \$	18 \$	17 \$	51 \$	17 \$	15 \$	18 \$	50 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	6	(6)	–	–	7	(7)	–	–
Transferts vers le stade 2	(1)	1	–	–	(1)	1	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(3)	3	–
Originations	2	–	–	2	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(1)	(2)	–	(3)	(1)	(2)	–	(3)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(7)	8	7	8	(8)	12	5	9
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(7)	(7)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	(1)	1	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	15 \$	17 \$	17 \$	49 \$	15 \$	17 \$	20 \$	52 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	301 \$	361 \$	448 \$	1 110 \$	249 \$	334 \$	442 \$	1 025 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	54	(45)	(9)	–	67	(67)	–	–
Transferts vers le stade 2	(8)	8	–	–	(11)	14	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(17)	19	–	(1)	(13)	14	–
Originations	59	17	–	76	59	9	–	68
Arrivées à échéance	(46)	(36)	–	(82)	(37)	(56)	–	(93)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(68)	65	167	164	(76)	68	28	20
Sorties du bilan	–	–	(168)	(168)	–	–	(36)	(36)
Recouvrements	–	–	13	13	–	–	18	18
Écart de change et autres	3	5	(13)	(5)	4	6	–	10
Solde à la fin de la période	293 \$	358 \$	457 \$	1 108 \$	254 \$	295 \$	463 \$	1 012 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Pour les semestres clos

(en millions de dollars canadiens)	le 30 avril 2019				le 30 avril 2018			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	142 \$	64 \$	176 \$	382 \$	140 \$	65 \$	173 \$	378 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	43	(36)	(7)	–	39	(39)	–	–
Transferts vers le stade 2	(5)	7	(2)	–	(11)	12	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(18)	19	–	(1)	(8)	9	–
Originations	23	–	–	23	33	–	–	33
Arrivées à échéance	(6)	(3)	–	(9)	(6)	(5)	–	(11)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(57)	49	25	17	(46)	36	20	10
Sorties du bilan	–	–	(22)	(22)	–	–	(25)	(25)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	1	–	1	2	1	1	(8)	(6)
Solde à la fin de la période	140 \$	63 \$	192 \$	395 \$	149 \$	62 \$	170 \$	381 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	242 \$	512 \$	141 \$	895 \$	278 \$	427 \$	121 \$	826 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	274	(268)	(6)	–	422	(422)	–	–
Transferts vers le stade 2	(46)	47	(1)	–	(92)	92	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(84)	85	–	(1)	(78)	79	–
Originations	46	1	–	47	51	3	–	54
Arrivées à échéance	(12)	(57)	–	(69)	(16)	(65)	–	(81)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(266)	404	155	293	(387)	532	149	294
Sorties du bilan	–	–	(292)	(292)	–	–	(266)	(266)
Recouvrements	–	–	62	62	–	–	57	57
Écart de change et autres	1	–	(15)	(14)	(2)	(1)	(5)	(8)
Solde à la fin de la période	238 \$	555 \$	129 \$	922 \$	253 \$	488 \$	135 \$	876 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	161 \$	599 \$	– \$	760 \$	251 \$	442 \$	– \$	693 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	228	(228)	–	–	444	(444)	–	–
Transferts vers le stade 2	(39)	39	–	–	(81)	81	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(163)	164	–	(1)	(92)	93	–
Originations	2	–	–	2	6	1	–	7
Arrivées à échéance	(2)	(11)	–	(13)	(7)	(43)	–	(50)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(182)	387	81	286	(413)	550	140	277
Sorties du bilan	–	–	(311)	(311)	–	–	(297)	(297)
Recouvrements	–	–	66	66	–	–	64	64
Écart de change et autres	(1)	1	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	166 \$	624 \$	– \$	790 \$	199 \$	495 \$	– \$	694 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	17 \$	16 \$	18 \$	51 \$	15 \$	15 \$	19 \$	49 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	11	(11)	–	–	15	(15)	–	–
Transferts vers le stade 2	(2)	2	–	–	(3)	3	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(5)	5	–	–	(6)	6	–
Originations	5	–	–	5	5	–	–	5
Arrivées à échéance	(2)	(4)	–	(6)	(2)	(4)	–	(6)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(14)	19	9	14	(15)	24	9	18
Sorties du bilan	–	–	(17)	(17)	–	–	(16)	(16)
Recouvrements	–	–	4	4	–	–	4	4
Écart de change et autres	–	–	(2)	(2)	–	–	(2)	(2)
Solde à la fin de la période	15 \$	17 \$	17 \$	49 \$	15 \$	17 \$	20 \$	52 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	274 \$	340 \$	365 \$	979 \$	251 \$	352 \$	407 \$	1 010 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	78	(69)	(9)	–	125	(125)	–	–
Transferts vers le stade 2	(17)	19	(2)	–	(46)	49	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(33)	36	–	(1)	(19)	20	–
Originations	127	27	–	154	111	17	–	128
Arrivées à échéance	(89)	(79)	–	(168)	(78)	(108)	–	(186)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(79)	149	306	376	(108)	131	102	125
Sorties du bilan	–	–	(236)	(236)	–	–	(63)	(63)
Recouvrements	–	–	20	20	–	–	27	27
Écart de change et autres	2	4	(23)	(17)	–	(2)	(27)	(29)
Solde à la fin de la période	293 \$	358 \$	457 \$	1 108 \$	254 \$	295 \$	463 \$	1 012 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2018.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2019				31 octobre 2018			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Faible risque	226 803 \$	5 351 \$	– \$	232 154 \$	222 026 \$	3 688 \$	– \$	225 714 \$
Risque moyen	13 174	1 289	–	14 463	13 681	1 369	–	15 050
Risque élevé	2 647	2 749	–	5 396	2 577	2 897	–	5 474
Non notés (1)	36 469	570	–	37 039	34 670	578	–	35 248
Prêts douteux	–	–	754	754	–	–	726	726
	279 093	9 959	754	289 806	272 954	8 532	726	282 212
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				330				259
Total				290 136				282 471
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Faible risque	71 220 \$	1 638 \$	– \$	72 858 \$	71 763 \$	1 256 \$	– \$	73 019 \$
Risque moyen	6 055	2 057	–	8 112	6 124	1 925	–	8 049
Risque élevé	929	1 701	–	2 630	998	1 672	–	2 670
Non notés (1)	8 271	84	–	8 355	8 595	64	–	8 659
Prêts douteux	–	–	316	316	–	–	303	303
Total	86 475	5 480	316	92 271	87 480	4 917	303	92 700
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Faible risque	13 285 \$	104 \$	– \$	13 389 \$	13 185 \$	100 \$	– \$	13 285 \$
Risque moyen	2 223	1 707	–	3 930	2 234	1 632	–	3 866
Risque élevé	136	1 404	–	1 540	139	1 331	–	1 470
Non notés (1)	850	31	–	881	764	30	–	794
Total	16 494	3 246	–	19 740	16 322	3 093	–	19 415
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Faible risque	2 178 \$	31 \$	– \$	2 209 \$	2 004 \$	46 \$	– \$	2 050 \$
Risque moyen	2 255	108	–	2 363	2 230	102	–	2 332
Risque élevé	108	192	–	300	95	178	–	273
Non notés (1)	154	1	–	155	166	1	–	167
Prêts douteux	–	–	48	48	–	–	44	44
Total	4 695	332	48	5 075	4 495	327	44	4 866
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Faible risque	191 408 \$	1 711 \$	– \$	193 119 \$	182 426 \$	1 270 \$	– \$	183 696 \$
Risque moyen	9 600	242	–	9 842	10 794	239	–	11 033
Risque élevé	2 161	212	–	2 373	3 740	166	–	3 906
Non notés (1)	2 571	61	–	2 632	2 584	35	–	2 619
Total	205 740	2 226	–	207 966	199 544	1 710	–	201 254
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	54 393 \$	81 \$	– \$	54 474 \$	46 869 \$	324 \$	– \$	47 193 \$
Qualité inférieure	114 584	11 279	–	125 863	106 027	10 190	–	116 217
Non notés (1)	6 637	379	–	7 016	6 692	411	–	7 103
Prêts douteux	–	–	1 892	1 892	–	–	1 096	1 096
	175 614	11 739	1 892	189 245	159 588	10 925	1 096	171 609
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				9 017				8 669
Total				198 262				180 278
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	216 669 \$	– \$	– \$	216 669 \$	222 970 \$	93 \$	– \$	223 063 \$
Qualité inférieure	90 864	7 926	–	98 790	88 828	7 069	–	95 897
Non notés (1)	5 080	–	–	5 080	4 291	–	–	4 291
Total	312 613	7 926	–	320 539	316 089	7 162	–	323 251

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2019				31 octobre 2018			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 779 \$	1 333 \$	190 \$	4 302 \$	2 995 \$	1 402 \$	179 \$	4 576 \$
Prêts de gros	1 408	334	–	1 742	1 246	468	–	1 714
	4 187 \$	1 667 \$	190 \$	6 044 \$	4 241 \$	1 870 \$	179 \$	6 290 \$

- (1) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2019				31 octobre 2018			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	139 399 \$	49 870 \$	97 226 \$	286 495 \$	135 101 \$	48 873 \$	86 180 \$	270 154 \$
Entreprises et gouvernements	243 387	10 567	290 713	544 667	238 617	8 606	287 148	534 371
Banques	7 754	206	24 979	32 939	8 750	299	23 472	32 521
	390 540 \$	60 643 \$	412 918 \$	864 101 \$	382 468 \$	57 778 \$	396 800 \$	837 046 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	91 496 \$	5 555 \$	– \$	97 051 \$	88 119 \$	5 086 \$	– \$	93 205 \$
États-Unis	32 318	–	–	32 318	34 098	–	–	34 098
Europe (5)	710	–	–	710	564	–	–	564
Autres pays	5 667	5	–	5 672	5 495	5	–	5 500
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	219 759	15 342	316 446	551 547	213 747	15 112	292 641	521 500
États-Unis	2 537	35 525	53 294	91 356	2 478	33 099	67 211	102 788
Europe (5)	32 587	1 016	29 860	63 463	32 930	1 412	26 598	60 940
Autres pays	5 466	3 200	13 318	21 984	5 037	3 064	10 350	18 451
	390 540 \$	60 643 \$	412 918 \$	864 101 \$	382 468 \$	57 778 \$	396 800 \$	837 046 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, ce qui comprend des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2019, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 314 milliards de dollars, 21 milliards, 43 milliards et 33 milliards (309 milliards, 20 milliards, 38 milliards et 32 milliards au 31 octobre 2018, respectivement).
(5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg, les îles Anglo-Normandes, la France et l'Italie.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2019	31 octobre 2018
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	106 917 \$	89 553 \$
De 3 à 6 mois	53 654	59 109
De 6 à 12 mois	85 007	80 773
De 1 à 2 ans	56 525	51 798
De 2 à 3 ans	42 174	45 550
De 3 à 4 ans	18 007	21 127
De 4 à 5 ans	24 258	23 863
Plus de 5 ans	26 376	25 027
	412 918 \$	396 800 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus (1)	375 000 \$	362 000 \$

- (1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Note 7 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Coûts des services rendus au cours de la période	74 \$	90 \$	9 \$	9 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(5)	2	17	18
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	4	(1)
Frais administratifs	4	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	73 \$	95 \$	30 \$	26 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	50	43	–	–
	123 \$	138 \$	30 \$	26 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Coûts des services rendus au cours de la période	148 \$	179 \$	19 \$	19 \$
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(10)	4	33	34
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	6	(1)
Frais administratifs	8	7	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	146 \$	190 \$	58 \$	52 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	111	95	–	–
	257 \$	285 \$	58 \$	52 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	653 \$	(211)\$	60 \$	(22)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(2)	(4)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(574)	123	–	–
	79 \$	(88)\$	58 \$	(26)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	1 260 \$	(193)\$	117 \$	(22)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(3)	(6)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(718)	38	–	–
	542 \$	(155)\$	114 \$	(28)\$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 8 Impôt sur le résultat*Avis de cotisation et contrôles fiscaux*

Au deuxième trimestre, nous avons reçu des lettres de proposition (les propositions) de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2014, lesquelles laissent entendre que la Banque Royale du Canada doit un montant additionnel d'environ 295 millions de dollars en impôt sur le résultat, car la déductibilité fiscale de certains dividendes a été refusée au motif que ces dividendes s'inscrivaient dans un « mécanisme de transfert de dividendes ». Ce montant représente le montant maximum supplémentaire à payer pour cette année. Ces propositions sont conformes aux propositions et avis de nouvelle cotisation reçus auparavant et décrits à la note 22 de nos états financiers consolidés annuels de 2018.

Au cours du premier trimestre, nous avons reçu des avis de nouvelle cotisation conformes aux lettres de propositions reçues auparavant de la part de l'ARC relativement aux années d'imposition 2013 et 2012.

Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Note 9 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Actions privilégiées**

Le 2 novembre 2018, nous avons émis 14 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BO à un prix de 25 \$ l'action, soit un produit brut de 350 millions de dollars. Pour la période de cinq ans initiale, jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, le 24 février 2024, les actions privilégiées de série BO donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels au taux annuel de 4,8 %, s'ils sont déclarés. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 2,38 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif de série BP, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus 2,38 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions privilégiées de série BO, en tout ou en partie, au prix par action de 25 \$, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série BO sont assorties de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le 24 novembre 2018, nous avons racheté la totalité des 10 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AD, au prix de 25 \$ l'action.

Le 24 février 2019, nous avons racheté la totalité des 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AK, la totalité des 13,6 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AJ, ainsi que la totalité des 12 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AL, au prix de 25 \$ chacune.

Actions ordinaires émises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2019		le 30 avril 2018	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	526	38 \$	201	15 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(107)	(1)	(2 257)	(28)
	419	37 \$	(2 056)	(13) \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2019		le 30 avril 2018	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽²⁾	685	49 \$	665	45 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(3 791)	(46)	(11 554)	(141)
	(3 106)	3 \$	(10 889)	(96) \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 avril 2019 et 2018, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 11 millions de dollars (prix moyen de 101,41 \$ l'action) et la valeur comptable, 1 million (valeur comptable de 12,27 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 359 millions de dollars (prix moyen de 94,60 \$ l'action) et la valeur comptable, 46 millions (valeur comptable de 12,26 \$ l'action). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2018, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 224 millions de dollars (prix moyen de 99,30 \$ l'action) et la valeur comptable, 28 millions (valeur comptable de 12,22 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2018, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 147 millions de dollars (prix moyen de 99,29 \$ l'action) et la valeur comptable, 141 millions (valeur comptable de 12,22 \$ l'action).

Note 10 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018	le 30 avril 2019	le 30 avril 2018
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	3 230 \$	3 060 \$	6 402 \$	6 072 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(72)	(139)	(144)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(9)	(6)	(20)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 161	2 979	6 257	5 908
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 435 091	1 443 084	1 436 099	1 447 504
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,20 \$	2,06 \$	4,36 \$	4,08 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 161 \$	2 979 \$	6 257 \$	5 908 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	3	3	7	7
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	3 164	2 982	6 264	5 915
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 435 091	1 443 084	1 436 099	1 447 504
Options sur actions (1)	2 224	2 716	2 125	2 894
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	740	754	739	753
Actions échangeables (2)	3 108	3 183	3 231	3 148
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 441 163	1 449 737	1 442 194	1 454 299
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,20 \$	2,06 \$	4,34 \$	4,07 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2019, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2018, une moyenne de 738 258 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2019, une moyenne de 761 317 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le semestre clos le 30 avril 2018, une moyenne de 575 107 options en cours au prix d'exercice moyen de 102,33 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables.

Note 11 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. En conséquence, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2018, mises à jour ci-dessous.

Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR

En janvier 2019, plusieurs institutions financières, dont la Banque Royale du Canada et RBC Capital Markets LLC, ont été visées par un recours collectif projeté intenté à New York, lequel allègue qu'il y a eu violation des lois antitrust des États-Unis et des principes de droit commun liés à l'enrichissement injustifié dans la fixation du taux interbancaire offert à Londres (LIBOR), après qu'Intercontinental Exchange eut pris la relève de la British Bankers' Association pour la gestion du taux d'intérêt de référence en 2014. Selon les faits connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Litige portant sur les frais d'interchange

Le procès de l'affaire Watson a été reporté du 14 octobre 2019 au 19 octobre 2020.

Note 12 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 060 \$	731 \$	– \$	(34)\$	1 057 \$	23 \$	4 837 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 273	2 248	1 515	621	1 112	(107)	6 662
Total des revenus	4 333	2 979	1 515	587	2 169	(84)	11 499
Dotation à la provision pour pertes de crédit	372	30	–	–	25	(1)	426
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 160	–	–	–	1 160
Frais autres que d'intérêt	1 887	2 204	150	388	1 289	(2)	5 916
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 074	745	205	199	855	(81)	3 997
Charge (économie) d'impôt	525	160	51	48	79	(96)	767
Bénéfice net	1 549 \$	585 \$	154 \$	151 \$	776 \$	15 \$	3 230 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	157 \$	152 \$	12 \$	35 \$	100 \$	– \$	456 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	2 852 \$	632 \$	– \$	118 \$	841 \$	(22)\$	4 421 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 251	1 973	806	553	1 169	(119)	5 633
Total des revenus	4 103	2 605	806	671	2 010	(141)	10 054
Dotation à la provision pour pertes de crédit	300	(20)	–	–	(7)	1	274
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	421	–	–	–	421
Frais autres que d'intérêt	1 828	1 939	148	391	1 190	(14)	5 482
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 975	686	237	280	827	(128)	3 877
Charge (économie) d'impôt	516	149	65	68	162	(143)	817
Bénéfice net	1 459 \$	537 \$	172 \$	212 \$	665 \$	15 \$	3 060 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	145 \$	133 \$	9 \$	30 \$	90 \$	– \$	407 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	6 194 \$	1 475 \$	– \$	(65)\$	2 063 \$	54 \$	9 721 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 557	4 452	3 094	1 283	2 204	(223)	13 367
Total des revenus	8 751	5 927	3 094	1 218	4 267	(169)	23 088
Dotation à la provision pour pertes de crédit	720	56	–	–	165	(1)	940
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 385	–	–	–	2 385
Frais autres que d'intérêt	3 802	4 368	304	806	2 519	29	11 828
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 229	1 503	405	412	1 583	(197)	7 935
Charge (économie) d'impôt	1 109	321	85	100	154	(236)	1 533
Bénéfice net	3 120 \$	1 182 \$	320 \$	312 \$	1 429 \$	39 \$	6 402 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	310 \$	299 \$	23 \$	69 \$	195 \$	– \$	896 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	5 708 \$	1 244 \$	– \$	246 \$	1 707 \$	(39)\$	8 866 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 560	4 144	1 950	1 101	2 478	(217)	12 016
Total des revenus	8 268	5 388	1 950	1 347	4 185	(256)	20 882
Dotation à la provision pour pertes de crédit	617	(22)	–	–	13	–	608
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 257	–	–	–	1 257
Frais autres que d'intérêt	3 629	3 950	290	780	2 404	40	11 093
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 022	1 460	403	567	1 768	(296)	7 924
Charge (économie) d'impôt	1 042	326	104	136	355	(111)	1 852
Bénéfice net	2 980 \$	1 134 \$	299 \$	431 \$	1 413 \$	(185)\$	6 072 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	285 \$	263 \$	18 \$	60 \$	177 \$	– \$	803 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2019						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	463 861 \$	99 175 \$	17 703 \$	135 817 \$	617 468 \$	44 852 \$	1 378 876 \$
Total du passif	463 882 \$	99 350 \$	17 711 \$	135 741 \$	617 261 \$	(37 015) \$	1 296 930 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2018						
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	453 879 \$	93 063 \$	16 210 \$	136 030 \$	590 950 \$	44 602 \$	1 334 734 \$
Total du passif	453 878 \$	93 162 \$	16 289 \$	135 944 \$	590 582 \$	(35 076) \$	1 254 779 \$

Note 13 Gestion des fonds propres**Fonds propres réglementaires et ratios**

Le BSIF établit des objectifs précis à l'intention des institutions de dépôt du Canada en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier. Au deuxième trimestre de 2019, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios de fonds propres et de levier)	Aux	
	30 avril 2019	31 octobre 2018
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres CET1	60 314 \$	57 001 \$
Fonds propres de première catégorie	65 992	63 279
Total des fonds propres	75 491	72 494
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ^{(1), (2)}		
Aux fins du calcul du ratio CET1	510 463 \$	495 528 \$
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	510 463	495 993
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 463	496 459
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend : ⁽¹⁾		
Risque de crédit	414 523 \$	401 534 \$
Risque de marché	31 453	32 209
Risque opérationnel	64 487	62 716
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	510 463 \$	496 459 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾		
Ratio CET1	11,8 %	11,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,9 %	12,8 %
Ratio du total des fonds propres	14,8 %	14,6 %
Ratio de levier	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 521,2 \$	1 450,8 \$

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF, d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) Pour l'exercice 2018, les facteurs scalaires relatifs au rajustement de la valeur du crédit étaient de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX, à l'exception de la série C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
155 Wellington Street West
Toronto (Ontario) M5V 3K7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2019

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AC, AE, AF, AG, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK, BM et BO	24 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	22 février 24 mai 23 août 22 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	28 janvier 26 avril 26 juillet 28 octobre	7 février 7 mai 7 août 7 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous permet de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires au cours de la période allant du 1^{er} mars 2019 au 29 février 2020, à l'expiration de l'offre, ou avant, étant donné que nous sommes autorisés à compléter les achats en vertu de notre avis d'intention déposé à la Bourse de Toronto.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada).

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2019

Premier trimestre 22 février
Deuxième trimestre 23 mai
Troisième trimestre 21 août
Quatrième trimestre 4 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.